le magazine du social dans l'Ain

INTER *action*

N° 75 . AVRIL 2013

INTERVIEW

Ludovic Martin,
directeur de la MSA Ain-Rhône / p. 6

TABLE RONDE

Troubles psychosociaux chez les enfants : quel impact ? / p. 11

REPORTAGE

La Vitrine du chantier à la Forge, Oyonnax / p. 46

DOSSIER

L'avenir partagé du vieillissement

Le RésoCom

Le Groupement
d'Experts de la Communication,
qui vous apporte une offre globale

Ensemble
+ Fort
+ Réactif
+ Pertinent
+ Efficace
pour vous !

IMAGE/VIDEO/GRAPHISME
SUPPORTS DE COMMUNICATION
RÉDACTION
MARKETING
SITE INTERNET/WEB
ANIMATION/FORMATION/CONSEIL
DIFFUSION/DISTRIBUTION

CONTACT
contact@leresocom.com
www.leresocom.com

N° 75 • AVRIL 2013

SOMMAIRE

Dossier
L'avenir partagé du vieillissement /
p. 37-44

Le **trimestre en images** /
p. 4-5

Entre nous
Jacques Aubry, président de la Croix-Rouge de l'Ain. /
p. 35

Interview
Ludovic Martin, directeur de la MSA Ain-Rhône. /
p. 6-8

Reportage
La « Vitrine du chantier » à la Forge, à Oyonnax. /
p. 46-47

Portrait
Sylvie Callet : animatrice d'ateliers d'écriture. /
p. 9

Table ronde
Troubles psychosociaux chez les enfants : quels impacts ? /
p. 11-13

Le **Cahier Partenaires**
20 pages d'actions et d'initiatives des opérateurs sociaux et médico-sociaux du département. /
p. 15-34

INTER action

Le **magazine trimestriel de l'action sociale dans l'Ain**
Partenaires : Adapei, ADAPA/ADMR, ALFA3A, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil général de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain. **Directeur de la publication :** Jacques Dupoyet. **Directeur de la rédaction et rédacteur en chef :** Alain Gilbert. **Rédaction :** Annick Puvilland, Aurélie Seignemartin, Agnès Bureau, Daniel Gillet, Gwenaelle Le Goff-Viard. **Photos Une, Dossier :** Daniel Gillet (www.daniel-gillet.com/). **Réalisation :** M&G Éditions - 49, boulevard de Brou - 01000 Bourg-en-Bresse - Tél. 04 74 24 69 13 - Fax. 04 74 45 07 08 - E-mail : redac@mg-editions.com
Site : www.interaction01.info. **Impression :** Imprimerie Multitude. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X

ILS PARTENT, ILS ARRIVENT

MAISON DES ÉTUDIANTS

→ Clémence Villeminot

→ En janvier, Aurore Gunia a quitté la direction de la MdE et est désormais chargée de communication au CEUBA. Clémence Villeminot lui a succédé avec pour mission le développement de la MdE, du BIJ et de Pôle Sup 01. ●

SOUS-PRÉFECTURE DE BELLEY

→ Le 18 mars, Chantal Guelot a succédé à Frédéric Bernardo au poste de sous-préfet de Belley. Auparavant, elle était sous-préfète de Bar-sur-Aube (Aube). F. Bernardo a rejoint la direction générale de la Police nationale au ministère de l'intérieur. ●

FAT-ORSAC

→ En mars, Bruno Astic a succédé à Richard Dilas au poste de directeur du FAT-Orsac. Il était auparavant responsable développement produits et matériels associés chez 3M-Faab Fabricauto. ●

PEP 01

→ Directeur depuis dix ans des PEP 01 (Pupilles de l'enseignement public), Serge Favier a passé le relais à Francis Feuvrier. ●

LOGEMENT SOCIAL

COMITÉ DES SAGES

→ Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse, préside le « comité de sages » de la commission de concertation sur les politiques d'attribution des logements sociaux lancée en janvier par le ministère de l'égalité des territoires et du logement. La commission doit rendre ses propositions mi-avril au Conseil d'État, avec pour objectifs une réforme visant à plus de transparence et d'efficacité dans l'attribution des logements sociaux. ●

JEUNESSE

CHALLENGE CIVISPORT 01

→ Le 6e challenge Civisport 01, organisé par le CDOS (Comité départemental olympique et sportif) et Ain Profession Sport et Culture, a récompensé quatre clubs pour leurs actions novatrices en matière d'éducation à la citoyenneté et au civisme : Bourg-en-Bresse Ain Cyclisme, pour son échange linguistique, culturel et sportif, France-Allemagne ; le GS Carriat Bourg, pour la création d'un Open Team, groupe de jeunes qui organise des manifestations sur le thème du « Mieux vivre ensemble » ; le District de l'Ain de football, qui organisera, le 31 août, le premier Forum « Ensemble parlons le même football » réunissant parents, joueurs, dirigeants, éducateurs et arbitres ; et Bourg Sud (prix coup de cœur) pour son action visant à amener à la pratique sportive les 12/17 ans des quartiers Reyssouze, Pont des Chèvres, Croix Blanche et Vennes.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

TROPHÉES 2012

→ Le Pôle sécurité routière État - Conseil général a retenu trois actions représentatives et innovantes pour les Trophées 2012. Les prix ont été remis le 27 mars aux lauréats : la mairie et le conseil municipal enfants de Saint-Denis-lès-Bourg pour la campagne « Ralentis, on tient à notre vie » ; le comité d'organisation de la Foire de Montluel pour l'action « Prévention sécurité routière - les jeunes, les deux-roues et les conduites à risques » ; l'association The Rock Runners pour la prévention du risque alcool menée au festival Sylak Open Air de Saint-Maurice-de-Gourdans.

EN BREF

Forum Jobs d'été

→ ***Le 10 avril, le BIJ*** *(Bureau information jeunesse) et la Maison des étudiants organisent le Forum Jobs d'été, à la salle des fêtes de Bourg-en-Bresse. Les jeunes peuvent y trouver plusieurs centaines d'offres dans divers domaines (hôtellerie, restauration, animation, commerce, agriculture...), postuler directement, rencontrer des professionnels et des entreprises locales. Plusieurs espaces d'information seront ouverts : intérim, informatique, jobs à l'étranger, chantiers bénévoles, baby-sitting, coaching recherche d'emploi, service civique... De nombreux partenaires seront présents. .* ●

Tél. 04 74 24 44 46
www.jeunes01.fr

Aide à domicile

→ ***L'ADAPA*** *tiendra son assemblée générale d'information et de concertation, avec conférence-débat thématique, lundi 27 mai, à 17 heures, à Péronnas.* ●

Tél. 04 74 45 51 70
www.adapa-ain-domicile-ain.fr

Banque alimentaire

→ ***La Banque alimentaire de l'Ain*** *a ouvert son site internet début 2013. On peut s'y informer sur son action, ses missions de bénévolat, ses partenaires, et aussi des fiches pratiques sur, par exemple, « comment calculer le reste à vivre de votre foyer »...* ●

http://ba01.banquealimentaire.org

Gérontologie

→ ***L'ARS Rhône-Alpes*** *lance un appel à candidature auprès des centres hospitaliers, pour la création d'équipes mobiles gérontologiques avec un renforcement en compétence psychiatrique, qui se déplaceront à domicile ou en EHPAD sur demande des médecins traitants ou coordonnateurs. Objectif : proposer une réponse adaptée avec programmation d'un séjour hospitalier si besoin et éviter le passage aux urgences. Un appel à candidature est également lancé pour renforcer les équipes opérationnelles d'hygiène, se déplaçant dans les EHPAD afin d'informer, diffuser les protocoles de bonne pratique et répondre aux éventuels besoins en cas de situation à risque.* ●

www.ars.rhonealpes.sante.fr

Un temps fou

« *L'exclusion, la précarité gagnent énormément de terrain dans notre société. La précarité fait qu'à chaque instant, tout peut être remis en question. Il n'y a jamais rien qui tient. Du jour au lendemain, le chômage peut faire basculer une famille. Les enjeux socioculturels ont des effets terribles sur le lien de l'enfant au parent, sur la construction des interactions précoces. Pour ces enfants, la question de l'attachement devient compliquée parce que les valeurs bougent sans cesse.* »

Tous les participants à la table ronde consacrée aux troubles psychosociaux chez certains enfants ont acquiescé aux propos du Dr Gualdo-Magaud. Elle avait trouvé les mots pour exprimer une vérité devenue ainsi une évidence. Il y avait, dans les échanges qui ont précédé, une sorte de « Je ne sais plus comment faire » avec ces gamins en marge d'un système qui est déjà lui-même en marge.

Cette analyse – terrible ! – nous a renvoyés trois ans en arrière, lorsque nous menions l'enquête, avec ALFA3A et de nombreux partenaires, sur la pauvreté et la précarité dans l'Ain. Enquête dérangeante qui avait le mérite de montrer que même un département comme le nôtre connaissait des situations difficiles, peu révélées, mais bien réelles. Nous en étions tous à nous interroger sur la suite.

On a parfois l'impression que parler d'un problème, d'une souffrance suffit à les effacer. À l'occasion de cette table ronde, la précarité nous est revenue comme un boomerang pour nous rappeler l'engagement pris de nous intéresser de près à l'éducation. Quelle continuité, me direz-vous ? Entre éducation et précarité, il y a des interactions redoutables et cette table ronde en a fait à point nommé la démonstration. On ne bâtit pas sur du sable ; on n'élève pas dans le doute ; on n'enseigne pas dans l'éphémère. La précarité brouille tous les repères.

La pauvreté et la précarité sont des atteintes aux droits de l'Homme, estiment haut et fort tous ceux qui voient le fossé continuer de se creuser dangereusement entre nantis et déshérités. Quant à l'éducation, c'est un droit fondamental, au même titre que le logement ou la santé. Le temps, clé de l'éducation, permet de créer des liens d'attachements entre parent et enfant, entre éducateur et jeune. Il n'est jamais trop tard. Sauf que s'occuper de tous ces enfants sans attaches demande un temps fou !

Alain Gilbert
Directeur de la rédaction

Contacts : Site : www.interaction01.info
e-mail : redac@mg-editions.com

Le trimestre en im

Enseignement adapté

Accueil et service, table ronde avec témoignages, animation de stands thématiques… Les élèves des 10 SEGPA/EREA* de l'Ain ont participé activement à la Journée départementale de l'enseignement adapté organisée par l'Inspection académique, le 13 février, en présence de Françoise Moulin-Civil, rectrice de l'Académie de Lyon. Objectif : mieux faire connaître ces sections de collège, leur pédagogie, le parcours vers l'insertion professionnelle qu'elles offrent aux élèves en difficulté.

Plus de 400 participants (chefs d'établissement et adjoints, directeurs d'écoles, enseignants de CM2, inspecteurs 1er et 2e degré, équipe des RASED – réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté –, représentants d'associations, partenaires médico-sociaux, élèves et parents) étaient présents.

Une journée départementale sera reconduite en 2014, autour du thème du handicap et de l'inclusion scolaire.

* 9 sections d'enseignement général et professionnel adapté et 1 établissement régional d'enseignement adapté (775 élèves au total l'année dernière, dont 203 en 3e. Sur ces 203, 194 ont intégré un CAP).

Théâtre agricole

Dimanche 24 février, à Trévoux, plus de 160 personnes se sont déplacées pour découvrir la vie des agriculteurs d'hier et d'aujourd'hui, via une pièce proposée par la MSA Ain-Rhônen jouée par la troupe En compagnie des Oliviers. En filigrane, la santé, précieux capital à conserver car « à quoi sert un tracteur s'il n'y a plus personne dessus ? » Le public a apprécié l'humour et le réalisme des saynètes : « On se reconnaît dans les anecdotes reprises dans le spectacle », « C'est bien le reflet de l'agriculture », «Tout est dit ! » Après avoir ému, fait sourire et rire, les comédiennes ont laissé place à l'échange.

ages

Voyage

Une soirée sur le thème de la mode a été organisée par l'IME Georges Loiseau, au bénéfice de l'autisme et de l'Association marocaine de l'enfant autiste et de sa famille (ASEAF), le 23 février. À l'initiative d'un moniteur d'origine marocaine, des jeunes (12-14 ans) de l'IME, accompagnés de leurs éducateurs, s'étaient rendus à Casablanca au Maroc en juin 2012, pour rencontrer l'ASEAF et apporter du matériel pédagogique. Plusieurs membres de l'association marocaine seront accueillis en juillet 2013 à Villerversure.

Zumb'APF

Outre les stands de roses offertes en échanges de dons, dans une dizaine de communes, l'APF* de l'Ain organisait, samedi 16 mars, dans le cadre de la Semaine nationale des personnes handicapées physiques, un cours de zumba festif et géant, à Bourg-en-Bresse. La séance a attiré une centaine de participants, de tous âges. Les dons contribueront aux actions menées par la délégation départementale. À noter parmi les projets : l'accueil d'expositions d'artistes en situation de handicap et la création d'une bibliothèque jeunesse axée sur les thèmes de la différence.
Prochain événement solidaire : une vente de galettes bressanes, le 13 avril, au domaine de Thol et à Neuville-sur-Ain.

* Association des paralysés de France

Emploi

La troisième édition du Salon de l'orientation, de la formation et de l'emploi d'Oyonnax s'est déroulée jeudi 21 mars à Valexpo. Agriculture, armée, bâtiment, environnement, hôtellerie-restauration, métallurgie, plasturgie, santé, sport : autant de filières présentes pour découvrir un métier, choisir une orientation, trouver une formation ou rencontrer des entreprises qui recrutent.

Égalité

Lors de la Journée internationale des femmes, le Comité du 9 décembre 1905 et la MJC de Bourg ont proposé un banquet républicain pour faire connaître et promouvoir la laïcité, dont l'un de ses enjeux : l'égalité hommes-femmes. L'occasion de réfléchir sur les libertés, les communautarismes ou les notions de sphères publique et privée, grâce à une nouvelle exposition. La soirée a également été animée par Regards de femmes, Mouvement d'Elles et le Conseil général jeunes, dont la commission cadre de vie a exposé son projet sur les métiers stéréotypés garçons-filles.

Ludovic Martin, directeur de la MSA Ain-Rhône : « La MSA sera toujours garante de la solidarité dans le monde rural »

IL A DU MÉTIER ET SON ATTACHEMENT À LA MAISON EST PALPABLE. JEUNE, COMPÉTENT, ENGAGEANT. LUDOVIC MARTIN PREND SES MARQUES ET RÉPOND FRANCO AUX QUESTIONS QU'ON LUI POSE. LA MSA AIN-RHÔNE A TIRÉ UN BON NUMÉRO POUR SUCCÉDER À CLAUDE LAURENT. LE RÉGIME AGRICOLE N'A PAS DIT SON DERNIER MOT…

Qu'est-ce qui pousse un Parisien de souche à faire carrière dans le monde agricole ?
Mon attachement au monde agricole est apparu progressivement. En évoluant au sein de l'institution MSA, j'ai été convaincu que la législation consacrée à la protection sociale présentait plus de richesses, plus d'intérêt dans le régime agricole que dans le régime général. J'ai été attiré par cette diversité.

Vous auriez pu jouer à la marelle pour accéder au " ciel " !
C'est-à-dire faire carrière en passant d'un régime à l'autre ? L'occasion ne s'est pas présentée et je ne me suis pas inscrit dans cette perspective. J'ai plutôt suivi des opportunités géographiques et des évolutions de carrière. Mais la question se posera peut-être un jour…

Le Tarn-et-Garonne, le Limousin, c'est la France agricole profonde ?
Ce sont deux facettes de l'agriculture hexagonale. La première, assez semblable au Rhône, avec des problématiques d'emploi et de main-d'œuvre, de logement des saisonniers, de protection des salariés. Et le Limousin, où l'élevage représente 90 % de l'activité, avec des problématiques liées au vieillissement des exploitants et à l'augmentation nécessaire des surfaces d'exploitation. Deux mondes agricoles qui posent question sur le modèle économique et son avenir.

Les organisations professionnelles vous écoutent-elles ?
Nous leur proposons une photographie assez fidèle de la profession – exploitants et salariés –, avec bien sûr un regard très axé sur le champ social. Nos statistiques portent sur les bénéficiaires, les prestations familiales, les conditions de ressources, la précarité… Forcément ces chiffres traduisent l'évolution de la situation sociale du monde agricole avec une diminution constante du nombre de ressortissants au régime agricole.

Le régime est-il plus que jamais menacé de disparition ?
L'écart entre recettes et dépenses, la réduction du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités créent des déséquilibres qui menacent les prestations que l'on sert et les retraites que l'on finance. Le phénomène n'est pas nouveau. Pour y remédier, des systèmes de péréquation, abondés par les autres régimes, ont été mis en place. L'aggravation de cette dynamique négative pourrait peser à terme sur la pérennité du régime et nécessite une vigilance pour y trouver des réponses.

Qui sifflera la fin de partie ? Les politiques ?
La stratégie de la MSA est de convaincre les pouvoirs publics que notre modèle est efficient et qu'il mérite d'être pérenne.

On vous menace de finir comme les autres, mais on ne propose pas aux autres régimes d'être comme vous ?
Beau sujet de débat ! Nous sommes attelés à deux chantiers : le guichet unique et le modèle de gouvernance. L'un et l'autre traduisent une meilleure présence sur le territoire et une attention particulière aux besoins de nos ressortissants.
Le guichet unique, c'est la délivrance de l'ensemble de nos prestations en un seul et même endroit. Plus d'efficacité et plus de sécurité pour nos adhérents qui se retrouvent face à un seul interlocuteur qui fera ensuite le lien entre les différents services. Ce qui veut dire que tous les droits – santé, retraites, prestations familiales ou sociales – sont traités en même temps.
Autre exemple : la Caisse centrale nous a demandé de développer le Rendez-vous Prestations destiné à répondre aux situations difficiles sur lesquelles on nous alerte. Nous prenons contact avec l'adhérent et nous vérifions s'il bénéficie de tous ses droits. Tous les services sont concernés.

Ce "filet de sécurité" maille-t-il encore efficacement le territoire ?
Oui, parce qu'il s'appuie sur un réseau de proximité, nos délégués cantonaux qui sont en lien avec nos administrateurs et nos services. Ce réseau fait passer les messages sur les politiques engagées par la Caisse et fait remonter les besoins des adhérents. Il procède d'un mode de gouvernance tout à fait particulier que nous voulons donner en exemple…

… et qui risque demain d'être noyé dans la masse ?
On supprimera alors un acteur précieux du monde rural, d'autant plus précieux qu'il est un contributeur dynamique, en synergie avec les réseaux institutionnels et associatifs. Le réseau des délégués est un modèle que l'on essaie de faire valoir. Certes, c'est un investissement qu'on ne retrouve pas dans les autres régimes. Il nous faut concilier notre souhait de conserver ces personnes et ces compétences et l'obligation, imposée par les pouvoirs publics, de gagner en efficacité sans renoncer à ces services.

La MSA a intérêt à être performante !
Le défi, il est là !

Le défi ou le déficit ?
Le défi ! (sourire). Nous avons un vrai challenge qui se décline dans chaque convention d'objectifs et de gestion que négocient le président et le directeur de la Caisse centrale, tous les cinq ans, avec les Ministères : nous nous engageons sur notre qualité de service, notre efficacité, notre capacité à pouvoir nous-mêmes répondre aux enjeux fixés par les pouvoirs publics, sans qu'on nous oblige à passer par un modèle contraignant. L'exemple type, c'est la restructuration du réseau. On nous a dit : organisez-vous ! Nous avons su nous prendre en main pour passer de 70 à 35 caisses à l'horizon 2010. Le cadre général nous a été imposé, pas les modalités. Chaque caisse a pu se configurer seule.

> *« Notre modèle est efficient et il mérite d'être pérenne »*

Va-t-on encore regrouper ?
Le président Pelhate a dit qu'il n'y aurait pas de remise en cause de ce périmètre – 35 caisses – d'ici 2015. Mais on nous a fixé un cap supplémentaire en nous demandant d'imaginer une organisation qui nous conduise à coopérer entre caisses, à répartir des compétences et à mutualiser des moyens.

Un pur produit MSA

→ « J'ai beaucoup bougé », explique Ludovic Martin pour commenter son parcours de « pur produit » MSA. À la sortie de l'École nationale supérieure de Sécurité sociale, située à Saint-Étienne, il opte pour le régime agricole avec un premier poste de responsable de service en Gironde, ville natale de son épouse. Son directeur d'alors, François Gin, deviendra directeur général de la Caisse centrale. Sous-directeur en Dordogne, directeur adjoint dans le Tarn-et-Garonne, Ludovic Martin quitte en 2007 Midi-Pyrénées pour le Limousin où il nommé directeur général adjoint puis directeur général de la MSA. Fin 2012, il met le cap sur Rhône-Alpes pour prendre la suite de Claude Laurent. Les deux hommes se sont connus à Paris et s'apprécient dans le privé. Si les styles diffèrent, les valeurs convergent… ●

Chez nous, la régionalisation a-t-elle atteint sa vitesse de croisière ?

Vous voulez dire la fusion entre Ain et Rhône. Les caisses ont eu l'intelligence de se prendre en main, de dépasser les idées reçues pour aplanir les difficultés. Je ne vais pas vous dire qu'il n'y plus aucun point de vigilance sur ce sujet mais les deux départements s'inscrivent aujourd'hui dans un périmètre logique et cohérent. Je trouve que la fusion fonctionne bien, que les deux sites sont proches, que nous sommes parvenus à concilier logique politique et logique administrative.

Le "paquebot" restera-t-il encore longtemps ancré au Champ de Foire de Bourg ?

Notre volonté est de maintenir l'activité sur les deux sites et de ne pas remettre en cause celui de l'Ain qui représente 140 emplois. Nous avons pensé notre organisation de façon à concilier les spécificités de chaque site entre lequel je me partage. Ce dispositif a vocation à rester en place et à être pérennisé.

Si on ne coupe pas la tête, supprimera-t-on les antennes ?

Un lieu de proximité a du sens parce qu'on a des adhérents qui ne sont pas forcément mobiles pour accéder au site départemental, même si nous développons de nouvelles

technologies pour accéder aux services de la Caisse. Rien ne remplacera un contact physique pour certains adhérents. Mais on nous demande de prouver l'efficacité de ces présences.

Leur disparition peut être interprétée comme un repli ?

La fusion, ce n'est pas un site qui prend le pas sur un autre. L'Ain ne passera pas sous la coupe du Rhône et inversement. Il ne faut pas raisonner en ces termes. J'insiste : l'accessibilité à nos services, la proximité de notre réseau passent par des sites départementaux.

Le départ en retraite de militants, de salariés ou dirigeants vieille école MSA a pu faire craindre un changement de génération ?

Je suis un tenant des valeurs de la MSA inscrites dans ses gènes et dans son histoire. La MSA est proche de ses ressortissants, intégrée au monde agricole, partie prenante du milieu rural. Mon prédecesseur, Claude Laurent, se définissait comme un directeur d'organisation professionnelle agricole plutôt que comme directeur de caisse de sécurité sociale. Il n'avait pas tort ; il avait surtout raison de souligner ce lien qui est facteur de légitimité. On peut vivre les valeurs d'une organisation professionnelle agricole et accepter les enjeux d'une caisse de sécurité sociale.

> *« La fusion, ce n'est pas un site qui prend le pas sur un autre »*

Que va-t-il advenir des MARPA ?

Voici un bon exemple de la capacité de la MSA de développer des actions originales, des dispositifs pertinents. Le conseil d'administration a affiché sa volonté forte de pérenniser les MARPA, même si le cadre est de plus en plus contraint. Nous avons créé MSA Services, structure associative qui fédère les associations déjà existantes dont le champ d'action ne relève pas de notre cœur de métier. Ses objectifs sont clairs : envisager des financements plus diversifiés et s'adresser à des publics plus larges. Nous faisons bouger les lignes.

Le monde agricole a plus que jamais l'impression de subir une injustice sociale ?

Le contexte de crise économique accroît ce sentiment et mérite qu'on continue à développer notre accompagnement. Nous avons une attention particulière pour les dispositifs d'aide et de suivi comme Rebonds qui s'attache à prévenir le décrochage et le suicide. Nous essayons aussi de faire évoluer le système de protection sociale dont le coût fait toujours débat. En 2014, nous devrions voir aboutir une vieille revendication professionnelle : le droit aux indemnités journalières pour les exploitants, la seule profession qui n'en dispose pas. La MSA porte ce dossier depuis de longues années.

Optimiste ou pessimiste ?

La MSA sera toujours garante de la solidarité non seulement dans le monde agricole mais aussi rural. C'est cette ambition qui nous permettra de légitimer son maintien, sa place originale au sein de la protection sociale en France. Moi, j'entends rester à la MSA pour porter haut et fort sa bannière. Après, je ne lis pas dans les boules de cristal. Je ne pense pas cependant que la MSA disparaîtra dès demain.

Propos recueillis par Alain Gilbert

« L'écriture **touche à l'humain** »

ÉCRIVAIN, FORMATRICE, ANIMATRICE D'ATELIERS D'ÉCRITURE, SYLVIE CALLET A ACCOMPAGNÉ LES OUVRIÈRES LICENCIÉES DE LEJABY DANS LA RÉALISATION DE LEUR LIVRE-TÉMOIGNAGE.

→ *« Écrire, c'est créer du lien », souligne Sylvie Callet.*

Ce serait... un livre « *qui s'intitulerait Histoires vécues* », *« facile à lire »*, *« avec plein de photos »*, *« avec beaucoup de couleurs »*, *« la reproduction de notre quotidien »* disent ses auteurs, en page 8/9. Car le conditionnel est devenu temps présent : l'ouvrage *Adieu Cousettes - Paroles de Lejaby*, témoignages des ouvrières de la célèbre société de lingerie née à Bellegarde en 1930 et brutalement fermée en 2010 pour cause de délocalisation de la production, est devenu réalité.

Édité à 1 500 exemplaires, présenté au public en septembre 2012, l'ouvrage est offert gracieusement, les dons étant bienvenus. L'élan de solidarité a permis de collecter près de 10 000 €, afin de financer des actions pour les familles bellegardiennes et pour la trentaine d'employées licenciées, dont le remboursement des frais de dossier de procédure judiciaire qu'elles ont engagée suite à leur licenciement.

« L'objectif de l'action lancée par l'AFLBB était de garder trace de leur histoire, de leur donner la parole. C'est leur quotidien, leur vécu, leur licenciement : c'est vraiment leurs mots à elles »*, souligne Sylvie Callet. Plutôt que recueillir leurs propos et les mettre en forme, la professionnelle de l'écriture leur a proposé un atelier d'écriture, afin de donner elles-mêmes vie aux mots. *« Au début, elles m'ont dit : non, on a arrêté l'école tôt, on ne sait pas écrire ! »* Puis, au fil des séances, ponctuées de découvertes littéraires, de collectes de photos, d'évocations de souvenirs, joyeux ou douloureux, dix-neuf – dont un homme – ont participé à l'aventure. C'est elles aussi, ensuite, qui ont choisi la maquette de l'ouvrage, avec la graphiste Cécile Caramelli. *« Elles ont été vraiment actives jusqu'au bout. À la présentation du livre, elles ont lu des extraits, c'était très touchant, le public était très ému. »*

Transmettre le plaisir d'écrire

En 2005, c'était les assistantes maternelles de Villefranche-sur-Saône qui témoignaient de leur quotidien, via l'ouvrage *Paroles de nounous*, réalisé avec Sylvie Callet. *« J'aime les missions qui touchent à l'humain, la pédagogie et le social sont deux pôles qui m'ont toujours attirée »*, confirme cette passionnée du livre et de l'écrit, fille du Midi, née à Paris, ayant vécu dix ans à Bellegarde et cinq ans dans le Pays de Gex, avant de s'installer en septembre 2000 à Villefranche-sur-Saône.

Animatrice d'ateliers de parole et d'écriture, Sylvie intervient auprès de publics variés : détenus en maison d'arrêt, résidents d'établissements médico-sociaux, particuliers… Formatrice aux écrits professionnels, elle intervient notamment auprès des employés de la fonction publique territoriale – à la demande du CNFPT Rhône-Alpes –, du personnel socio-éducatif de l'APF…

> *« L'écriture, c'est très transversal »*

Écrivain, elle a publié un récit-témoignage d'ados en prison, trois romans et une trilogie de polars humoristiques.

« L'écriture est un plaisir ; j'ai envie de le transmettre » : l'association qu'elle a créée il y a dix ans, Écriture & Papyrus, propose des ateliers *« accessibles à toutes les personnes motivées par le désir d'écrire et d'échanger, quel que soit leur parcours »*. Écrire, échanger, c'est créer du lien, entre les personnes et entre les plaisirs. *« L'écriture, c'est très transversal »* : les ateliers l'allient à la dégustation de saveurs, à la randonnée, au théâtre, à la psychogénéalogie… Passionnée par le livre et l'écrit, Sylvie Callet l'est aussi par le théâtre. Nul doute qu'elle ira voir la pièce qui, actuellement en projet, fera suite au livre *Adieu Cousettes*. ● **A.P.**

* Association familiale du bassin bellegardien

>>> Sommaire

CCAS DE DIVONNE

Accueil d'urgence **gratuit**

→ De janvier à juin, le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Divonne expérimente un accueil d'urgence gratuit, d'une à quatre nuitées consécutives maximum. La commune met à disposition un studio de 30 m², équipé et meublé, pouvant accueillir un couple avec enfant. Les conditions d'accès sont simples : il suffit de se présenter au bureau du CCAS avec une pièce d'identité. Un set de linge jetable (alèse, drap, serviette) est remis à chaque accueilli. En cas de grande précarité, un kit hygiène corporelle peut être associé.
En fonction de sa fréquentation, ce service de mise à l'abri rapide, qui travaille en partenariat étroit avec les assistantes sociales de secteur et l'association Accueil gessien, sera ensuite pérennisé.
→ Le 26 mars, le CCAS conviait les primo-demandeurs de logement social à une information collective, co-animée par un travailleur social du Conseil général.
→ Le 16 avril, une rencontre ouverte à tous, suivie d'une dégustation, permettra de s'informer sur le service de portage de repas à domicile proposé par le CCAS aux habitants de Divonne, Grilly, Sauverny et Versonnex. Ouvert aux personnes âgées, mais aussi depuis janvier à toute personne ne pouvant se déplacer temporairement, le service, auparavant assuré uniquement en semaine, fonctionne désormais du lundi au samedi, jours fériés inclus. ●

Tél. 04 50 20 47 60

HABITAT

Intergénérationnel locatif

© Architectures Barillot

→ À Chaneins, l'ensemble intergénérationnel locatif « Les Jardins de Montessuy », en cours de construction par Logidia, réunira 14 maisons jumelées, dont 6 pour personnes âgées (4 T2 et 2 T3). Deux salles communales compléteront l'équipement : l'une réservée aux résidents seniors, pour des rencontres, animations, repas de famille, et l'autre aux associations. ●

ACCÈS AUX DROITS

La CPAM **au menu des Restos du cœur**

→ Ouvrir l'échange direct entre une cinquantaine de cadres du service public de l'assurance maladie et autant de personnes en situation de précarité, et ainsi faciliter l'accès aux droits de ces derniers, tel était l'objectif de l'innovant repas de la solidarité auquel la CPAM conviait des bénéficiaires des Restos du cœur, le 8 février, à la salle des fêtes de Bourg-en-Bresse. Les uns et les autres ont partagé la même table, autour d'une paëlla suivie d'un spectacle de magie.
« C'était un bel échange, qui a permis de mettre des visages derrière des dossiers, de débloquer des situations. Au-delà, l'objectif est de voir quels services mettre en place pour être au plus près des publics fragilisés, comme par exemple organiser une permanence de la CPAM aux Restos du cœur », souligne Yves Petit, directeur de la CPAM de l'Ain. ●

GÉRONTOLOGIE

Premiers **PASA**

→ Prévus par le Plan national Alzheimer, les 3 premiers PASA (Pôles d'activités et de soins adaptés) ont ouvert dans l'Ain en 2012, à Saint-Rambert-en-Bugey, Divonne et Bourg. Dix autres vont suivre. Au sein des EHPAD, ils accueillent pendant la journée des résidents ayant des troubles du comportement modérés. Huit dossiers ont été déposés en 2011 et six en 2012.
Par ailleurs, deux unités d'hébergement renforcé (UHR) devraient ouvrir en 2015 aux centres hospitaliers de Trévoux et du Haut-Bugey, complétant l'unique UHR existant à Fleyriat. ●

SERVICE PUBLIC

Des agents postaux d'ALFA3A à Bourg et Oyonnax

→ *Afin d'améliorer l'accueil des clients les plus vulnérables (ayant des difficultés à s'exprimer en français ou à voir, entendre, comprendre…), la Poste a confié à ALFA3A la mise en place d'un agent médiateur dans ses bureaux situés en ou à proximité de ZUS (zones urbaines sensibles). Recrutées et salariées par ALFA3A, Samia Hamimed et Lutfye Viljicli sont présentes, 19 h par semaine chacune, à Bourg Maginot et à Oyonnax, afin d'orienter les personnes, de les aider à remplir un formulaire, à utiliser un automate, traduire si besoin…*

Lancée en décembre 2011, l'initiative porte ses fruits. Le bilan 2012 fait état de 130 à 170 personnes par jour accueillies à Bourg, de 300 à 400 le lundi, jour de marché, et 100 les autres jours à Oyonnax. Parmi les services apportés, l'aide à la traduction représente respectivement 10 % et 15 %.
Appréciée à la fois par les usagers et les salariés de la Poste, l'expérimentation – prévue sur trois ans – permet, en réduisant les difficultés de communication, de réduire aussi les incivilités. ●

Les parents ne sont plus légitimés dans leur parentalité. Les enfants zappent sans arrêt, jugent les intervenants de la table ronde.

Troubles psychosociaux chez les enfants : quel impact ?

« Nous sommes à un carrefour institutionnel. Nos cadres habituels ne répondent plus à ces problématiques. Un cadre d'hospitalisation tout seul ne sait pas faire, un cadre scolaire non plus », témoigne la pédopsychiatre Nathalie Gualdo-Magaud, praticien hospitalier détaché du secteur public*, responsable de l'Unité d'hospitalisation au Centre psychothérapique de l'Ain (CPA). *« Aujourd'hui ces adolescents nous poussent à trouver des moyens de recréer des liens entre nous. C'est la question de l'attachement qui se joue sans cesse. Il faut être un collectif. »* Ces propos reflètent la richesse des interventions des professionnels éducatifs, sanitaires et médico-sociaux, lors de la table ronde sur le thème de la prise en compte des troubles psychologiques et du comportement chez les enfants.

Plusieurs témoignages attestent du nombre croissant d'enfants marqués par des troubles de l'identité. Les difficultés familiales, les carences affectives, l'abandonite, les maltraitances, expliquent en partie la grande souffrance psychologique constatée. Le Dr Nathalie Gualdo-Magaud, exerçant le jeudi à l'ITEP Les Alaniers de Brou à Bourg, voit même l'origine des troubles croissants dans l'exclusion et la précarité des familles. Autres constats : la nécessaire évolution des pratiques professionnelles et le travail en réseau.

La prévention mise à mal

Mais l'évolution de la démographie médicale pose question : il n'y a plus de médecins scolaires, premier jalon de la prévention. Il manque des médecins en Protection maternelle et infantile (PMI). Heureusement, l'Ain est le seul département de Rhône-Alpes à disposer d'une unité hospitalière de 12 lits au CPA pour les enfants de 0 à 16 ans.

Sur le plan scolaire, la réduction du nombre de maîtres E** et G des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), depuis la loi de finance 2009, et la création du dispositif d'aide personnalisée aux élèves (DAPE) interrogent sur les moyens de prévention. Les enfants empêchés d'apprendre du fait de leur comportement perturbent le cadre scolaire. Philippe Pélissier, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), évoque les inquiétudes des parents qui cherchent ou veulent des solutions.

Le sujet traité est capital au regard de la parentalité et de l'éducation. La prise en compte de ces troubles interpelle l'enfant, les éducateurs, les parents et toute la société ● **A.S.**

**Centre hospitalier du Vinatier à Bron (Rhône).

**Maître E, pour l'aide à dominante pédagogique ; maître G, pour l'aide à dominante rééducative, auprès des élèves des écoles maternelles et élémentaires.

→ Les professionnels ont exprimé le besoin d'être soutenus.

DÉBAT

Troubles psychoso
quel impact ?

LA PART CROISSANTE D'ENFANTS PRÉSENTANT DES TROUBLES PSYCHOLOGIQUES ET DU COMPORTEMENT INTERROGE NOMBRE DE PROFESSIONNELS ÉDUCATIFS ET MÉDICO-SOCIAUX DANS L'AIN.

Comment se caractérisent les troubles psychologiques et du comportement des enfants ?

« Nous accueillons de plus en plus d'enfants présentant des troubles du comportement auxquels nous ne sommes pas habitués, témoigne Axelle Guillot, psychologue cognitiviste des instituts médico-éducatif (IME) et thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) Marcel Brun à Condamine. *L'un d'eux l'est à temps partiel car la notion de groupe n'est pas possible pour lui. La psychologue clinicienne nous a alertés sur le fait que notre structure n'était peut-être pas la plus adaptée pour l'accueillir au vu de nos missions. »* Une grande souffrance psychologique et une grande détresse sont constatées dans les établissements spécialisés comme en milieu ordinaire. *« Au quotidien, c'est beaucoup de crises, de violences »*, explique Philippe Hahn, adjoint de direction de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) Les Marmousets à Ferney-Voltaire. *« On peut dire que leur identité change tout le temps… C'est le zapping permanent »*, indique le Dr Nathalie Gualdo-Magaud. *« C'est la vie sociale actuelle,* complète Philippe Pélissier. *C'est l'impossibilité des parents à gérer leur rôle. C'est un peu l'effet de la Doltoïsation. On essaye d'inculquer aux enfants une tête bien pleine au lieu d'une tête bien faite. Et il faut éviter de stigmatiser les enfants avec des notes... Tout le monde peut être touché par un problème de comportement un jour ou l'autre. On le voit un peu dans les collèges où il y a une grande évolution. Ces dernières années, les élèves de 6e deviennent ingérables. »* Selon Sylvie Bourgoin Drochon, à l'école des Vennes, la présence d'enfants avec des troubles du comportement génère des conflits, du rejet. *« Ils testent la fiabilité des enseignants. »*

Pourquoi ces troubles sont-ils de plus en plus fréquents ?

« Les difficultés sont détectées dès la maternelle, révèle Caroline De Almeida, psychologue à la Maison de l'enfance de Bourg. *Nous accueillons des enfants en majorité en grande carence affective. Certains parents sont perdus sur le plan éducatif. D'autres sont eux-mêmes dans une pathologie psychiatrique. J'ai tendance à dire que les enfants s'agitent de plus en plus. Ils ont moins de délimitations et se sentent plus facilement agressés. Nous avons déjà un petit en grande section de maternelle, par exemple, qui n'est scolarisé que deux demi-journées avec l'aide d'une auxiliaire de vie sco-*

→ **Philippe Hahn, adjoint de direction MECS Les Marmousets :**
« Nous nous rapprochons de plus en plus de façon permanente du CPA. »

→ **Nadia Écuvillon, psychologue, Mecs Les Marmousets :**
« Nous sommes en train de vivre un glissement au niveau de la société. »

→ **Axelle Guillot, psychologue IME-ITEP Marcel Brun :**
« Notre structure est-elle la plus adaptée ? »

→ **Dr Nathalie Gualdo-Magaud, pédopsychiatre, responsable de l'Unité de soins pour enfants au CPA :**
« Le médical était préventif par rapport au psychologique. »

ciaux chez les enfants :

laire (AVS). Tout seul, il ne peut pas car c'est trop violent. » Sylvie Bourgoin Drochon intervient en maternelle dans le cadre des actions de prévention du RASED. *« Je ne peux le faire que sur l'une des quatorze écoles de mon secteur. Nous ne sommes plus dans la prévention. Nous sommes dans une situation normopathe. On demande aux enfants de petite section d'avoir déjà des résultats. Et nous avons beaucoup de mal à recevoir tout ça dans les écoles ».* De l'avis général, on ne laisse pas les enfants être des enfants. De même qu'ils n'ont pas de frustrations, mais obtiennent tout tout de suite. Philippe Pélissier pointe une réalité partagée par les intervenants : *« Il n'y a plus de médecins scolaires. Il n'y a plus de moyens de détection. »* La pédopsychiatre insiste sur la dimension des enjeux socioculturels. *« Ce qui s'aggrave actuellement, c'est la question de l'exclusion et de la précarité. La précarité n'est pas que d'ordre social. C'est qu'à chaque instant, tout est remis en question. Ces enjeux-là ont des effets terribles sur le lien de l'enfant à son parent et sur la construction des interactions précoces. La question d'attachement devient compliquée à mettre en œuvre pour les enfants. »*

Qu'est-ce que cela implique pour les professionnels ?

Les professionnels de l'éducation s'accordent sur les limites de leur action. *« On n'a pas de prise sur ces enfants-là. Souvent, ça nous dépasse et nous les dirigeons vers le Centre médico-psychologique (CMP) »*, témoigne Sylvie Bourgoin Drochon, ainsi que la MECS Les Marmousets, travaillant de plus en plus de façon permanente avec le CPA. *« Sommes-nous bien adaptés à accueillir ces enfants ? »* s'interroge Philippe Hahn. Les fédérations de parents d'élèves sont de plus en plus sollicitées, selon Philippe Pélissier.

« Nous sommes en train de vivre ce glissement au niveau de la société du fait de la mondialisation et d'une hypermodernité, analyse Nadia Écuvillon, psychologue aux Marmousets. *Nous sommes dans l'urgence. Nous devons nous adapter à cette souffrance, à ce changement de société. Et nous devons questionner en permanence nos cadres d'accueil et nos manières de travailler. »*

> *« On ne laisse pas les enfants être des enfants. »*

Chez les 0-3 ans, la solution de placer un bébé dans un accueil familial est privilégiée par le Conseil général. *« Car un bébé ne se construit pas avec dix figures d'attachement,* rappelle Caroline De Almeida. *L'effet institutionnel peut même amplifier les carences initiales ».*

Les propos des intervenants montrent que les professionnels ont besoin d'être soutenus. *« Les anxiétés primitives font des dégâts chez l'adulte »*, confirme Caroline De Almeida. Pour le Dr N. Gualdo-Magaud, *« tout le travail de réseau permet à chacun de se recentrer »*. D'où l'importance des analyses de la pratique, estime Sylvie Bourgoin Drochon.

Á l'ITEP Marcel Brun, selon Axelle Guillot, la réflexion et la recherche d'adaptation se poursuivent. *« Depuis trois ans, les trois quarts des enfants avec troubles du comportement que nous accueillons vivent un fonctionnement familial difficile. Nous allons en avoir de plus en plus. C'est aussi un effet de la loi Handicap de 2005. Et nous avons très peu de place. Nous sommes en train de repenser notre fonctionnement. »* Nadia Écuvillon évoque aussi l'intérêt de la culture et de l'art comme facteurs de résilience. Á l'école, juge le maître G, bienveillance et empathie sont indispensables. ● **A.S.**

→ Caroline Almeida, psychologue, Maison de l'enfance :
« L'effet institutionnel peut même amplifier les carences d'un bébé. »

→ Philippe Pélissier, président de la FCPE de l'Ain :
« Il faut éviter de stigmatiser les enfants avec des notes. »

→ Sylvie Bourgoin Drochon, enseignante spécialisée option G :
« Nous ne sommes plus dans la prévention. »

>>> Sommaire

BÉNÉVOLAT

Création d'une **antenne Jeunes**

→ L'association veut développer le bénévolat des jeunes et des compétences.

→ Alric Millet a rejoint l'association France Bénévolat Pays de l'Ain le 1er février en tant que volontaire du service civique. Objectif : développer le bénévolat des jeunes de 16 à 22 ans en renforçant l'attractivité des missions. Á ses côtés, Noémie Moulin étoffe la communication de FBPA depuis le novembre 2012 en tant que volontaire également. Outre cette antenne Jeunes, l'association a créé plusieurs outils : newsletter, dépliant de présentation et passeport diffusé auprès des associations du département pour valoriser le rôle des bénévoles. Le bénévolat de compétences se développe également. Trois sessions de formation en gestion des ressources humaines sont proposées par an aux responsables ou salariés d'associations. Parmi les projets 2013, à noter la soirée à la Tannerie le 19 avril dans le cadre du Buzz de printemps de la ville de Bourg avec le Réseau d'accueil et d'information aux associations de l'Ain (RAIA). ●

ÉDUCATION NATIONALE

Perspectives de rentrée

→ Le CDEN (Conseil départemental de l'Éducation nationale) ne prévoit aucune fermeture conditionnelle de classe à la rentrée 2013 *« afin d'éviter toute situation d'incertitude dans les écoles d'ici la rentrée »*. 20 postes de titulaires remplaçants seront créés. Des créations de postes hors la classe sont également annoncées : 6 dans le cadre du dispositif *« Plus de maîtres que de classes »*, 2,5 pour la formation initiale et continue (10 formateurs), 1 CPC (conseiller pédagogique de circonscription) dans le Pays de Gex, 1 poste supplémentaire spécialité E au RASED de Villars-les-Dombes, 1,5 poste en CRI (cours de rattrapage intégré). ●

INSERTION PROFESSIONNELLE

Emplois **d'avenir**

→ Dans l'Ain, au 18 mars 2013, deux contrats d'avenir ont été signés avec des entreprises et trente-deux avec des collectivités territoriales, associations ou établissements publics. Destinés aux 16-25 ans peu ou pas diplômés, les emplois d'avenir ont pour but d'ouvrir l'accès à une qualification aux jeunes qui ne parviennent pas à trouver le chemin de l'insertion professionnelle. Ils sont pour l'essentiel à temps plein, en CDI ou en CDD de 3 ans (ou 1 an renouvelable jusqu'à 3 ans). L'État souhaite créer 100 000 emplois d'avenir en 2013 et 150 000 en 2014. 2,3 milliards d'euros sont prévus pour les financer. 75 % du montant brut de la rémunération du jeune sont pris en charge pendant les 3 ans. ●

JEUNES

La Maison des adolescents ouvre ses portes

→ La Maison des adolescents a été inaugurée le 26 mars.

→ Depuis le 2 avril, les jeunes de 12-20 rencontrant des difficultés sociales et de santé, leurs familles et les professionnels en contact avec les ados, disposent d'un lieu offrant écoute, information et soutien, gratuit, avec ou sans rendez-vous : la Maison des adolescents de l'Ain, à Bourg-en-Bresse (7, avenue Jean-Marie Verne).
Cette structure spécialisée est gérée par un groupement de coopération sociale et médico-sociale (CGSMS) réunissant l'Orsac (via le CPA), les Pupilles de l'enseignement public (PEP) de l'Ain et l'Association départementale de sauvegarde de l'enfant et de l'adulte (ADSEA). ●

Tél. 04 37 62 15 60
Portes ouvertes pour le public le 13 mai.

VOLONTARIAT

Service civique : 130 jeunes à recruter

→ *Lancé en 2010, le service civique dans l'Ain recherche de nouvelles missions à proposer aux jeunes souhaitant s'engager. Collectivités territoriales, établissements publics, associations, syndicats et autres acteurs du champ économique, social, médico-social, environnemental, de solidarité, ou de culture et loisirs, sont invités à se mobiliser. « Le service civique doit permettre aux jeunes de construire leur parcours. C'est une rencontre entre un projet d'intérêt général et le projet professionnel d'un jeune », précise Corinne Gautherin, directrice de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), délivrant l'agrément pour deux ans. Mi-février, 42 missions étaient agréées par la DDCS pour 2013. 130 sont attendues.* ●

Tél. 04 74 32 55 41 (Mylène Canet, référente départementale Service civique, DDCS)
Mylene.canet@ain.gouv.fr

Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire
Tél. 06 66 69 31 90 – servicecivique@crajeprhonealpes.org

le magazine du social dans l'Ain

INTER *action*

N° 75 . AVRIL 2013

DYNACITÉ

Dynacité soutient les actions sur la mémoire des quartiers / p. 28-29

Le cahier partenaires

© Jean-Louis Sourd

>>> Sommaire

→ Pierre Eymard-Duvernay.

Rétablir un peu de justice sociale

Comment peut-on parler « d'insertion par l'activité économique » (IAE) alors que les carnets de commande des entreprises sont au plus bas, que les plans sociaux se multiplient et que les chiffres du chômage explosent ?

La mission des structures de l'IAE est de réussir l'insertion à l'emploi de publics qui par définition en sont loin, alors que ceux qui sont à l'emploi aujourd'hui en sont progressivement privés. On n'est pas à un paradoxe près : les objectifs de sortie à l'emploi des publics de l'IAE, négociés avec les institutions, restent particulièrement ambitieux.

Mais voilà, c'est l'objet social de nos structures : accompagner les personnes pour bâtir un projet professionnel, éliminer les freins à l'embauche, se former et accéder, dans le meilleur des cas, à l'emploi ordinaire.

Non, vraiment pas à un paradoxe près… Outre leur mission sociale première, les structures de l'IAE ont elles-mêmes des objectifs commerciaux. Elles ont des clients : collectivités, entreprises ou particuliers, et elles sont touchées elles aussi par la crise. Il leur est difficile, malgré les aides publiques – destinées, rappelons-le, à financer la plus-value sociale – de réaliser l'équilibre budgétaire.

Ce qui nous tient, c'est « l'énergie du désespoir » serait-on tenté de dire. Non, c'est plutôt un brin de folie, d'innocence, un brin créatif (recyclerie, friperie, jardins de Cocagne se sont créés depuis un an ou sont en projet dans le département) et surtout cette volonté de tout faire pour, à notre échelle, rétablir un peu de justice sociale.

Nous défendons aussi le poids citoyen de nos structures : des centaines d'emplois, des milliers d'heures de travail, des millions d'euros de masse salariale et de cotisations sociales qui participent à l'économie des territoires et sont autant de transferts sociaux en moins.

L'image de l'IAE est pourtant encore floue. Aussi, l'Union des structures d'insertion par l'économie (USIE) de l'Ain s'associe avec intérêt au projet d'Interaction de dédier l'année 2013 à l'insertion par l'activité économique et plus largement à l'économie sociale et solidaire dont nous sommes une des composantes. Au fil des rendez-vous, nous aurons la volonté d'un questionnement de l'ensemble des acteurs de l'ESS – SIAE, services sociaux, entreprises, État et collectivités territoriales – pour proposer des réponses plus justes aux personnes amenées à franchir un jour, par défaut, la porte de nos établissements.

Pierre Eymard-Duvernay
Directeur d'ENVOL-ORSAC, vice-président de l'USIE

SOMMAIRE

→ L'**Adapei** inaugure ses nouveaux locaux. / p. 18-19

→ La **Semcoda** a mené une enquête de satisfaction de ses locataires. / p. 20-21

→ L'accompagnement social est une des missions d'**ALFA3A**. / p. 22-23

→ La **MSA** sensibilise les jeunes à leur santé. / p. 25

→ L'**ADMR** développe des partenariats. / p. 26-27

→ **Dynacité** soutient les actions sur la mémoire des quartiers. / p. 28-29

→ La structure d'insertion Envol (**Orsac**) redonne vie à une cressonnière. / p. 30-31

→ Le **Conseil général** soutient la prévention jeunesse. / p. 32-33

→ Fiche signalétique, pour connaître les partenaires du magazine en une page synthétique de présentation. Dans ce numéro : la **MSA Ain-Rhône** / p. 34

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT

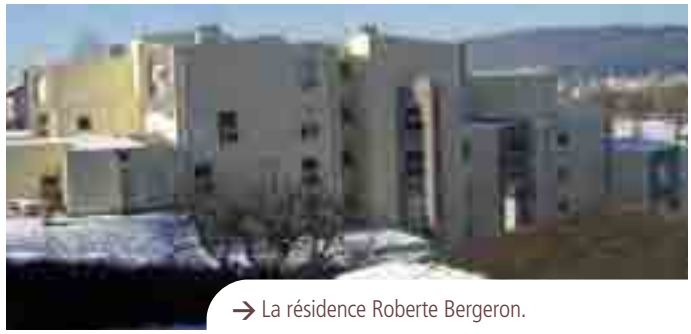
Le FAR devient **SAS et SAL**

→ Lors de l'inauguration, le 25 janvier.

→ C'est, comme le rappelle Claudie Saint-André, un lieu chargé d'histoire où l'Office HLM de Bourg-en-Bresse, " l'ancêtre " de Bourg Habitat, construisit en 1974, sur un tènement appartenant à la Ville, le Foyer d'accueil et de reclassement, mouvement national fondé par l'abbé Pierre. La présidente a donc bien eu raison de souligner la continuité assumée par l'organisme qu'elle préside et la continuité assurée par l'Orsac grâce à ce bâtiment qui fut longtemps un lieu de résistance et de lutte sociales jusqu'à la disparition du FAR.
Fin janvier étaient inaugurés les nouveaux locaux du SAS (Service d'accompagnement et de soutien) et du SAL (Service d'accompagnement au logement), contraints de quitter le site de la Madeleine. L'Orsac qui les gère et les anime en a maintenu la démarche particulière : ce double service vient en appui au CPA ou aux ESAT afin d'accueillir des personnes volontaires pour une démarche progressive vers l'autonomie et un logement individuel en ville. En tout 30 places, suivies par huit éducateurs. Au mot de reclassement, on préfèrera celui de réhabilitation pour évoquer l'engagement de Bourg Habitat qui finance l'essentiel du 1,2 M€ d'investissement, le Conseil général et Bourg-en-Bresse Agglomération y contribuant aussi. L'ancien foyer a été réaménagé et deux nouveaux bâtiments annexes proposent chacun 6 studios et des locaux de vie partagés. ●

HÉBERGEMENT

Inauguration **à Oyonnax**



→ La résidence Roberte Bergeron.

→ Deux établissements d'Oyonnax portent le nom de personnalités qui furent des piliers d'ALFA3A : la résidence Pierre-Cormorèche, fondateur et longtemps président de l'association et, depuis mars, la résidence Roberte-Bergeron qui siégea au conseil d'administration plus de 25 ans. Elle aurait apprécié que son nom son associé à cette résidence sociale de 26 logements et à cette maison-relais pension de famille qui en compte autant. Deux possibilités d'accueil dans un même bâtiment – un ancien foyer pour personnes âgées – qui a permis à ALFA3A, après la fermeture de Geilles, de redéployer son offre de logement sur Oyonnax pour ceux qui ont du mal à se loger. L'association propose un accompagnement médical et social qui veut ouvrir la voie de l'autonomie.
Caractère bien trempé, Roberte Bergeron était une figure oyonnaxienne engagée à l'office HLM et au CCAS, une militante syndicale au sein de la CFTC, membre entre autres de Famille de France et de l'UDAF, une militante chrétienne formée à la JOC féminine. ●

CHANTIER

Du neuf **à Belley**

→ La Semcoda a posé en janvier la première pierre de la future résidence qui réunira un Pôle petite enfance et 27 logements pour les seniors. Au rez-de-chaussée, l'espace petite enfance comprendra une microcrèche, le relais assistants maternels, une salle de réunion et le lieu d'accueil parents-enfants. Les 12 T2, 13 T3 et 2 T4 seront répartis sur deux étages. Livraison prévue en mars 2014. ●

FORMATION

Anti-fracture numérique

→ *Aujourd'hui, ne pas posséder d'ordinateur et/ou ne pas savoir s'en servir est un critère d'exclusion. Aussi, dans le prolongement d'une initiative du Conseil général pour lutter contre la fracture numérique, la MSA Ain-Rhône, en partenariat avec le Conseil général et la Maison Départementale de la Solidarité de Bresse, a souhaité mettre en place une action similaire sur le secteur de la Bresse, en proposant une initiation à la bureautique et à Internet, à destination des personnes en situation de précarité (dont des exploitants agricoles). L'intérêt est de les former à un outil qui leur sera utile pour le développement de leur projet professionnel ou personnel. Le coût de l'opération par personne et par ordinateur est de 200 €, dont 150 € pris en charge par la MSA et le Conseil général. L'entreprise burgienne Micronov reconditionne les ordinateurs et assure la formation.* ●

→ Dans une salle mise à disposition par la MFR de Bâgé-le-Chatel, 10 participants ont bénéficié d'une initiation à l'informatique.

>>> Sommaire

Une inauguration qui fleure bon

BIEN DES CHOSES ONT CHANGÉ À L'ADAPEI DE L'AIN, À COMMENCER PAR SON SIÈGE INAUGURÉ MI-MARS. CE CHANGEMENT DE SAISON CORRESPOND À UN NOUVEAU CLIMAT DE CONFIANCE.

Jean-Pascal Beaucher a eu le mérite d'appeler un chat un chat : devant un parterre fourni d'administrateurs, de directeurs, de représentants du personnel, de partenaires et de personnalités, il a rappelé l'indignité de l'ancien siège, qualifié de poussée de fièvre la crise qui a éclaté au sommet de l'association il y a un an, et précisé qu'on en avait terminé avec les pratiques électorales peu démocratiques. Un nouveau siège social, une nouvelle gouvernance, un nouveau CA : le président, sous un humour un peu rugueux, a prouvé que l'on était arrivé au terme d'un cycle – refondation ou reconstruction, peu importe, pourvu que la maison tienne debout. Une maison que l'association compte bien racheter à la SEMCODA qui possédait ces locaux à deux pas de l'Esat du Pennessuy.

L'ADAPEI ne sera plus un malade qui s'ignore mais un bien-portant qui prendra soin de se soigner : Avec une nouvelle gouvernance, *« Nous avons fixé les bases »* ; avec un conseil d'administration et un bureau qui réservent un tiers de leurs sièges à des personnes qualifiée *« Nous avons fixé les règles »*. Chaque mois, le bureau aura une séance de travail avec le comité directeur, sans mélanger les genres ni renoncer à une nécessaire vigilance.

Le vice-président du Conseil général a exprimé sa grande satisfaction face à cette médecine de cheval appliquée en douceur ; le représentant de l'ARS a salué le travail assuré par Guy Labopin qui va pouvoir reprendre sa retraite tout en restant de bon conseil.

Pendant cette inauguration conviviale, on a pu percevoir la confiance retrouvée des partenaires et l'esprit serein de tous ceux qui œuvrent au sein de l'association. Christel Prado, présidente de l'UNAPEI, a salué le renouveau de la deuxième association en taille et en poids, adhérente à l'UNAPEI, qu'elle préside. Oubliés les articles de presse et le trouble des parents, l'heure était au printemps : *« Je suis venue renforcer cette confiance. »* ● **A.G.**

Deux arrivées pour un nouveau départ

Michelle Pierret a pris le temps de mûrir sa décision avant de candidater au poste de directrice générale. De fréquents allers et retours entre l'Aveyron, où elle exerce ces mêmes fonctions dans une association de 400 salariés qui s'occupe d'handicapés enfants et adultes, et l'Ain lui ont permis de rencontrer beaucoup d'interlocuteurs. Une démarche qui lui va bien : « Je me situe beaucoup dans l'échange et la communication. » Ravie d'avoir été conviée à l'inauguration, elle devait rencontrer le lendemain l'ensemble des directeurs. La voilà donc en prise directe avec les collaborateurs et partenaires, quinze jours avant son arrivée officielle. Lors de ses entretiens, Michelle Pierret a ressenti l'attente des personnels et des parents. « Ils ont besoin de savoir où l'on va. C'est important de montrer le cap. Nous allons travailler ensemble. »
Juriste de formation, la directrice générale est diplômée de l'École des cadres de santé de Rennes (versant hospitalier), titulaire d'un DESS obtenu après une préparation au concours de l'ENA à Grenoble.

Virginie Romiée est arrivée avec les cartons du déménagement, en novembre. Espérée, attendue, un brin redoutée, elle est la première directrice des ressources humaines d'une association qui emploie 1 600 salariés. Un poste qui a fait cruellement défaut à l'ADAPEI de l'Ain. La nouvelle DRH va devoir relever bien des défis : animer une équipe qui l'épaule, siéger au sein des instances représentatives du personnel, être l'oreille des salariés et participer au comité directeur, courir les établissements et les réunions… Entrer en ADAPEI fut un choix fort pour cette avocate adepte du Droit social et du dialogue du même nom, comme le prouve sa carrière à Paris et en province. Attachée au monde du handicap, porteuse de convictions, soucieuse de proximité, elle renoue ainsi avec ses attaches bressanes et bugistes. ●

le printemps

→ Nuages dissipés et rayon de soleil ont donné à cette inauguration une chaleur printanière. Christel Prado, présidente de l'UNAPEI, a coupé le ruban, avec Jean-Pascal Beaucher et la nouvelle DG, Michèle Pierret. Cette photo résume bien les choses : Jacques Rabut et Thierry Clément, pour le Conseil général, et Philippe Guétat, pour l'Agence régionale de santé (au 2e rang), ont pu constater que leur ordonnance a été suivie d'effet ; Guy Labopin (le second, sur la g.) s'apprête à se retirer ; Odile Connord, adjointe au maire de Viriat, et Jean-François Debat, maire de Bourg, se sont félicités de voir le siège social de l'association et ses 2 000 salariés rester sur l'agglomération burgienne.

RENCONTRE ENTRE DEUX RÉUNIONS AVEC CHRISTEL PRADO

L'Unapei engage le combat de la compensation

L'Adapei de l'Ain repart-elle d'un autre pied ?

On sort toujours grandi d'une crise ! Elles sont cycliques dans la vie d'une association et l'union nationale est régulièrement interpellée à ce sujet. J'ai rencontré ici une équipe d'administrateurs et une équipe de professionnels déterminées. Je ne suis pas inquiète pour l'avenir de l'Adapei de l'Ain.

Vous avez dit, dans votre discours, que l'engagement en faveur des personnes handicapées était devenu un combat politique ?

C'est clairement un combat pour l'égalité, la citoyenneté et la fraternité. De ces trois valeurs, c'est la dernière qui est le moins bien comprise : nous sommes tous égaux en droit et en solidarité. L'Unapei vient d'adopter une nouvelle signature : Le pouvoir d'agir. Cela vaut pour les personnes handicapées, les familles et les associations. C'est notre combat.

Les personnes handicapées sont-elles représentées ?

Nous encourageons la création de délégations de personnes handicapées qui s'auto-représentent. Je ne suis pas naïve : la représentativité fonctionne plus ou moins bien. L'important est d'en faire un objectif et de lui donner des moyens. Une personne handicapée, déficiente mentale, sera candidate au conseil d'administration. Je la consulte car son avis compte pour moi. Surtout lorsqu'elle m'explique qu'elle aurait été incapable, par le passé, de s'exprimer ainsi.

Le handicap fait-il avancer la société ?

L'accessibilité aux lieux publics, aux bâtiments ou au logement en est la démonstration. Elle profite à tous. La loi de février 2005 s'attachait à deux objectifs : l'accessibilité et la compensation. Cette loi formidable qui favorise la citoyenneté et la participation a été mal comprise et mise en œuvre partiellement. La compensation, sur laquelle nous avons décidé de mener campagne, est une prise en charge globale de la personne handicapée pour qu'elle bénéficie de tous ses droits inscrits dans la loi. Nous ne sommes plus dans l'aide sociale ni dans la compassion. Lorsque je vois qu'une autre loi prévoit d'assujettir les ESAT à l'aide sociale des départements, je me dis que c'est un retour au XIXe siècle et je suis contre. ●

→ Christel Prado, présidente de l'UNAPEI, une battante aux paroles très directes.

>>> Sommaire

La Semcoda accumule les bonnes

L'ENQUÊTE DE SATISFACTION MENÉE EN 2012 A UNE NOUVELLE FOIS PROUVÉ L'ATTACHEMENT DES LOCATAIRES À LEUR LOGEMENT ET AU PARCOURS RÉSIDENTIEL. ELLE CONFIRME AUSSI QUE LA SEMCODA EST BIEN DEVENUE UNE MARQUE.

« *Nous avons réalisé plus de 2 000 enquêtes en quatre jours,* explique Frédéric Piétriga, du cabinet Aviso. *À elle seule, cette donnée nous permet de dire que tout s'est très bien passé ! »* Les personnes interrogées sont choisies au hasard, en respectant une méthode de quotas par agence, par logement, par âge… Les entretiens d'une dizaine de minutes ont été réalisés au téléphone par 26 enquêteurs du cabinet, spécialisés dans les questionnaires à caractère social. « *Le questionnaire est très dense et dure 9 minutes en moyenne pour 69 questions. Elles abordent toutes les composantes de l'offre du bailleur,* souligne Frédéric, responsable de l'enquête. *Nous pouvons mettre en avant que l'évaluation de la SEMCODA est excellente. La satisfaction des locataires se retrouve à tous les niveaux. On note ainsi une très forte adhésion des locataires à répondre à ce type d'étude de satisfaction. Nous avons d'ailleurs eu un taux de participation exceptionnel de 81 % ! »*

Image de marque

Lorsqu'on demande à Frédéric Piétriga si une enquête de satisfaction doit forcément être bonne, sa réponse est catégorique : *« Non ! Quand les résultats sont mauvais, nous le disons à nos clients. Nous ne sommes pas là pour faire plaisir, mais pour rendre objectivement compte de la satisfaction des locataires, afin de permettre au bailleur de mettre en place des plans d'action visant à améliorer sa qualité de services. »* Aviso, à dix ans d'intervalle, a pu d'ailleurs comparer les résultats. Titulaire du marché en 2002, la société lyonnaise n'a pas été retenue à l'appel d'offres de 2007. En revanche, elle a repris du service l'an dernier pour permettre à la SEMCODA de remplir l'obligation légale qu'est l'enquête de satisfaction et de montrer qu'elle avait su imposer sa marque auprès de ses clients : *« La qualité du logement véhicule l'image de la SEMCODA et vice versa. Pour cette catégorie de logements, il y a ceux qui cherchent un logement social et ceux qui cherchent un logement SEMCODA. Au-delà d'être satisfait du bailleur, les gens reconnaissent et demandent la "marque" SEMCODA. »*

Au fil ou en ligne

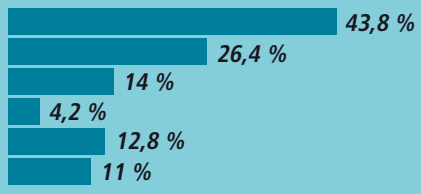
La communication est un des points sur lequel la SEMCODA a mis en place un groupe de réflexion. *« Quand on a un tel taux de satisfaction, il faut segmenter sa communication et adapter ses messages en fonction de la cible à qui on s'adresse,* précise Frédéric Piétriga. *Plus le public est large et plus il est difficile d'avoir une communication uniforme. D'ailleurs, on voit bien que le locataire privilégie le téléphone pour contacter son bailleur. Ainsi, le rôle de l'employé d'immeuble tend à évoluer. L'attente forte des locataires va dorénavant vers la possibilité d'effectuer ses demandes en ligne. Cela supposera des développements informatiques, mais la SEMCODA va devoir s'adapter. »* ● **G. L.G.-V.**

notes

L'enquête de satisfaction en chiffres

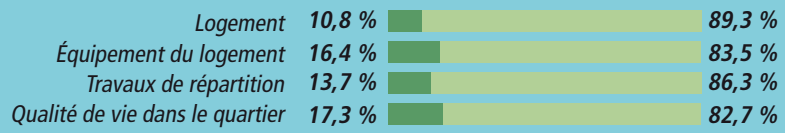
Une bonne image de marque

– Un taux de participation de 81 % à l'enquête de satisfaction, avec une adhésion très forte des locataires à la démarche.
– 43,8 % de personnes interrogées connaissent la SEMCODA par le bouche-à-oreille.
– 86,4 % des locataires ont une opinion générale satisfaisante de la SEMCODA.
– Un très fort capital confiance : 88,7 % des occupants recommanderaient la SEMCODA à un ami ou une connaissance en recherche de logement.



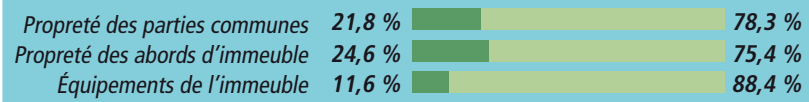
Un logement et un environnement globalement satisfaisants

– 89,3 % des locataires se déclarent satisfaits de leur logement.
– Un patrimoine bien entretenu, une attention à porter sur la qualité des sols, voire de la robinetterie.
– 82,7 % des personnes interrogées apprécient leur environnement (tranquillité, ambiance générale, niveau d'équipements et de services…)



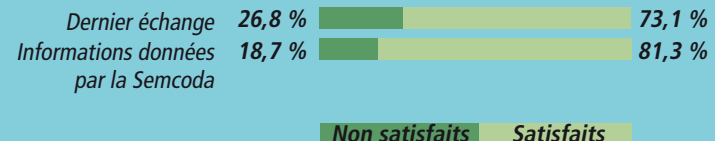
Le chauffage et la propreté des parties communes sont à surveiller

– L'équipement (pannes, mode de chauffage) et la température sont les principaux motifs d'insatisfaction par rapport au chauffage pour 30,1 % des locataires.
– 21,8 % des locataires sont insatisfaits de la propreté des parties communes. Une insatisfaction expliquée en majorité par le comportement des habitants et par les prestations de nettoyage.
– Des niveaux de satisfaction perfectibles en regard des composantes du logement, mais qui restent très robustes.



Une disponibilité appréciée

– 51 % des locataires ont eu au moins un échange avec la SEMCODA au cours des 6 derniers mois. Près de 4 occupants sur 5 se déclarent satisfaits du dernier échange.
– Près de 6 demandes sur 10 concernent un problème technique dans le logement, le plus souvent formulées par téléphone.
– 41,5 % des locataires ont fait une demande de petits travaux dans leur logement au cours des 6 derniers mois. 1 demande sur 4 n'a pas été suivie d'intervention.
– Une excellente maintenance du patrimoine avec une attention à porter sur les délais d'obtention de rendez-vous avec les techniciens.



ALLER PLUS LOIN…

De nouveaux périmètres pour les agences

« On m'a posé la question au conseil d'administration de savoir si c'était moi qui avait choisi les personnes interrogées, le choix fut bien sûr alléatoire… » Les très bons résultats de l'enquête de satisfaction ont été diffusés rapidement à tous les collaborateurs et présenté aux administrateurs de la SEMCODA. Son directeur, Gérard Lévy, veut aller au-delà de ce sondage grandeur nature : « La vraie dimension de cette enquête, c'est de savoir ce qui ne marche pas bien, surtout si, comme c'est notre cas, nous avons en permanence la volonté de grandir. »
Comme souvent, les locataires sont critiques sur les réparations. « Ce sont des moments où l'on passe la main à des sociétés de maintenance. Nous avons alors beaucoup de mal à évaluer le degré de satisfaction du client face à leurs interventions, parce que, d'une certaine manière, nous avons perdu le fil. » Les sols, la robinetterie, les volets sont des pistes d'amélioration, mais le cap sera maintenu sur la qualité du service « pour lequel nous investissons chaque année 24 M€ ».

Redéploiement

Gérard Lévy a ouvert avec Michèle Michelard, responsable des agences décentralisées, un nouveau chantier de réflexion : « En dix ans, notre patrimoine s'est accru de 8 000 logements neufs et le nombre de nos agences décentralisées est resté à huit, implantées sur cinq départements. Nous allons redéfinir leur périmètre sans tenir compte des barrières administratives et en respectant deux critères : un volume de 3 500 logements gérés par agence et une distance qui garantisse rapidité et efficacité dans la relation client. »
L'attachement au logement et le parcours résidentiel sont les deux paramètres auxquels Gérard Lévy prête le plus d'attention parce qu'ils traduisent le lien particulier qui unit bailleur et locataire, propriétaire et client. « Nous essayons de construire sur des sites où l'on vit bien. Nous avons le souci du service et de la qualité. Nous avons des collaborateurs attentifs et réactifs. Nous avons en permanence le souci que nos clients se sentent bien dans leur logement. »

>>> Sommaire

L'accompagnement social : pou

INSCRIT DANS SES MISSIONS, L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EST EN PHASE AVEC LES OBJECTIFS D'ALFA3A : ACCUEILLIR, ASSOCIER, ACCOMPAGNER LA PERSONNE, AFIN DE CONTRIBUER À SON DÉVELOPPEMENT ET SA RÉUSSITE.

→ À l'AGCR, atelier et chantier d'insertion à Saint-Genis-Pouilly.

« *L'accompagnement social, c'est intervenir auprès d'une personne ayant des difficultés à un instant de vie, l'aider à se remettre debout, à valoriser ses talents* », souligne Bertrand de Foucauld, directeur du pôle Actions sociales et socio-éducatives. « *La précarité des publics accompagnés est croissante. Les gens sont parfois multicassés.* » Prendre en compte la situation globale de la personne est essentiel. D'où l'importance du diagnostic et de l'orientation vers l'accompagnement social le plus adapté. Dans tous les cas, il repose sur l'adhésion de la personne. « *Le diagnostic fait par le travailleur social n'a de valeur que s'il est partagé par la personne. Une confiance forte doit s'instaurer.* »

Sur le terrain, l'accompagnement social prend diverses formes. Lié au logement, il est mis en œuvre par les conseillères en économie sociale et familiale (CESF) auprès des résidents dans les structures d'hébergement (résidences sociales, CHRS, centres d'accueil de demandeurs d'asile). Hors structures, ALFA3A intervient à la demande du Conseil général de l'Ain, en lien étroit avec ses travailleurs sociaux, pour les actions RSP (redynamisation socioprofessionnelle), cofinancées par la Région Rhône-Alpes, et Ainsertion +, pour des publics éloignés de l'emploi, bénéficiaires du RSA (1 400 personnes accompagnées en 2012). Afin de mener à bien ces missions d'accompagnement social, ALFA3A compte parmi son effectif salarié 13 travailleurs sociaux, 8 conseillers emploi, 1 coordinatrice.

> « *Valoriser les talents de la personne* »

ALFA3A est prestataire également pour l'ASI (appui social individualisé) pour le Conseil général de Haute-Savoie (169 personnes accompagnées en 2012).

Autre volet de l'accompagnement social, côté Ain : le suivi des personnes à l'AGCR, atelier et chantier d'insertion, axé sur la collecte, le tri et la vente d'articles d'occasion (vêtements, livres, meubles, objets…) géré par ALFA3A, à Saint-Genis-Pouilly.

« Faire beaucoup avec peu »

L'efficacité de l'accompagnement social peut-elle se mesurer quantitativement ? Les tâches liées au métier et les exigences des prescripteurs augmentent. « *Les travailleurs sociaux font de plus en plus d'administratif, chronophage : comptes rendus de réunions, comités de pilotage, rapports, tableaux de suivi…* »

Le financement de l'accompagnement social ne tendrait-il pas, lui aussi, à être de plus en plus précaire ? « *On nous demande de faire beaucoup avec peu.* » ALFA3A a dû conduire en 2012-2013 une refonte de l'organisation de ses structures d'accompagnement social. « *Nos conventions à court terme fragilisent également l'emploi de nos salariés.* » ● **A.P.**

rquoi ? comment ?

Dynamique de parcours

→ La RSP comprend des ateliers thématiques collectifs, par petits groupes.

→ *« La mission donnée par le Conseil général est de lever les freins à l'insertion socioprofessionnelle », explique Jessy Michard, conseillère en insertion à Déclic Citadelle. « Ainsertion + est un accompagnement individuel : on définit avec la personne son projet, réaliste et réalisable, pour ensuite proposer des actions en cohérence avec ce projet, instaurer une dynamique de parcours. »*
Clés de la réussite : « créer une relation de confiance avec la personne, voir quel est son projet à elle et non pas le nôtre, travailler en lien étroit avec les partenaires. »
Alliant suivi individuel et dynamique de groupe, la RSP est à visée professionnelle (avec ateliers de recherche d'emploi, initiation à l'informatique…) ou sociale, via des thématiques variées. Une RSP Ressources, axée sur la connaissance des territoires, a ainsi permis aux bénéficiaires de se familiariser avec les transports en commun, l'administration française, les questions de logement, de découvrir des loisirs de proximité… « Pour chaque groupe RSP, on travaille sur un projet culturel final : là, c'était aller au Muséum de Genève, un lieu gratuit, ouvert à tous, accessible en bus », précise Jessy.
Les ateliers autour de l'image de soi (relooking, coiffure…) sont souvent aussi au programme.

Au-delà des questions de logement

→ « L'accompagnement doit prendre en compte la globalité de la personne » souligne Delphine Annoni.

→ *Jeunes ou adultes venus chercher du travail dans le Pays de Gex, hommes âgés immigrés, familles, bénéficiaires du RSA… Les résidences sociales Charles de Foucauld et Henri Dunant à Ferney-Voltaire accueillent un public diversifié. Delphine Annoni, CESF, est à leur écoute lors de la permanence du lundi mais aussi au quotidien. Sa fonction est multi-missions : accompagnement social des résidents non bénéficiaires du RSA, aide au relogement, suivi social du traitement des impayés de loyer. « Le séjour en résidence sociale est limité à deux ans, sauf pour les personnes âgées immigrées – qui constituent 22 % du public – mais le secteur du logement dans le Pays de Gex est très tendu : je fais le suivi des demandes de logement social, je participe à la commission d'attribution » explique-t-elle.*
Santé, recherche d'emploi, mobilité, démarches administratives… Accompagner les résidents va bien au-delà des simples questions de logement. « Beaucoup n'ont pas d'emploi stable, leur situation change souvent. On voit aussi de plus en plus de personnes ayant des problèmes de santé mentale. »
Outre les permanences et l'accueil au bureau, Delphine se rend au domicile des résidents. L'accompagnement social, c'est aussi parfois emmener un résident ne pouvant se déplacer, par absence de transports en commun ou de ressources, chez le médecin, à Pôle Emploi…

Sur le terrain de l'atelier d'insertion

→ *À l'AGCR, 32 salariés en insertion sont en poste, à la conduite des camions de collecte des textiles, meubles et objets, la manutention, le tri et la vente au sein des boutiques Caméléon à Gex, Saint-Genis-Pouilly et Ferney-Voltaire. L'accompagnement social vise le retour de la personne à l'emploi durable. Pas question pour Florence Guth-Dufour, conseillère insertion, de travailler en solitaire ! « L'accompagnement social se fait en partenariat, en interne, avec les encadrants techniques et avec tous les partenaires extérieurs : le travailleur social référent de la personne, Pôle Emploi, les entreprises… On ne peut pas travailler les uns sans les autres » rappelle-t-elle. « C'est une synergie d'équipe », confirme Bénédicte Salaün, directrice.*
Florence suit chaque bénéficiaire, de son recrutement jusqu'à sa sortie de l'ACI (les contrats de 6 mois étant renouvelables 4 fois), au rythme de deux rencontres par mois. « Les personnes ont souvent un manque de confiance en soi et de formation, mon rôle est de les guider pour atteindre leur but, leur faire comprendre qu'elles ont un potentiel pour aller ensuite travailler ailleurs. »
Outre les rendez-vous individuels bimensuels, Florence propose depuis janvier des ateliers en petits groupes sur les techniques de recherche d'emploi.

>>> Sommaire

AIDE À DOMICILE

L'ADAPA réorganise ses services

→ Améliorer la qualité et la réactivité de la réponse téléphonique aux usagers, et apporter une aide plus soutenue aux responsables de secteur : dans ce double but, l'ADAPA réorganise ses services administratifs avec, à partir de fin avril, la mise en place d'un contact téléphonique unique sur chacun de ses sept territoires. *« Sur chaque territoire, les usagers auront toujours le même interlocuteur, qui pourra apporter une réponse rapide pour une demande d'information, une question sur un dossier… Il fera le lien avec les responsables de secteur, qui seront alors plus disponibles pour travailler en réseau avec les partenaires et les salariés »*, explique Martine Verne, directrice. ●

FORMATION

Passer son BAFA avec l'AFOCAL

→ L'AFOCAL* forme les jeunes dès 17 ans au BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animation), qui permet d'être animateur en centres de loisirs et séjours de vacances.
Au calendrier dans l'Ain : formation générale BAFA, du 22 au 29 juin à Montluel, du 6 au 13 juillet à Saint-Sorlin-en-Bugey ; approfondissement BAFA, du 22 au 27 juin à Montluel (Petite enfance / Enfants porteurs de handicap), du 29 juin au 4 juillet à Saint-Sorlin-en-Bugey (Petite enfance / Multisports).
ALFA3A étant adhérent à l'AFOCAL, les membres d'Alfa3a bénéficient d'une réduction de 10 % sur l'ensemble des stages. ●

* Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs.

Inscriptions sur www.afocal.fr
58 bis, rue Sala 69002 Lyon
Tél. 04 78 42 07 69
rhonealpes@afocal.fr

SPORT

Défi Ent'raid

→ Les 8/9 mai, à la base nautique de Saint-Pierre-de-Bœuf et au Bessat (Loire), le Défi Ent'raid réunira 18 équipes, chacune composée de quatre jeunes de 11-16 ans et d'un éducateur, venues de dix maisons d'enfants et établissements spécialisés de Rhône-Alpes dont l'ITEP L'Arc-en-ciel et la Maison Saint-Vincent, tous deux gérés par l'Orsac.
Au programme de ce raid basé sur les valeurs de coopération, solidarité, respect des différences et la volonté de « donner le meilleur de soi » pour réussir ensemble : des épreuves de VTT, nage en eau vive, course d'orientation et canoë-kayak. ●

PERSONNES ÂGÉES

Dynacité construit des logements spécifiques

→ Le futur Ehpad de Groissiat.

→ En 2012, Dynacité a livré trois opérations spécifiques aux personnes âgées ou à la dépendance : une Marpa (Maison d'accueil rurale pour personnes âgées) à Neuville-les-Dames en mars, un accueil de jour Alzheimer de 12 places à Oyonnax en juillet et une Marpa à Marlieux en décembre. Une Marpa à Champfromier et un foyer de 13 chambres Adapei à Saint-Paul-de-Varax devraient être livrés cette année. Un Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) est en projet à Groissiat. ●

INTERNET

caf.fr : des démarches simplifiées

→ Le nouveau site internet **www.caf.fr** offre encore plus d'autonomie et de liberté avec des services disponibles en permanence.
Une fois connecté avec ses numéro allocataire et code confidentiel, l'allocataire obtient en un seul coup d'œil la vision complète de son dossier.
Le site permet aussi aux allocataires de mettre à jour directement leurs coordonnées à partir de la rubrique « mon compte », de signaler tout changement de situation familiale ou professionnelle, et aux bénéficiaires du RSA et de l'AAH de télédéclarer leurs ressources trimestrielles. ●

INAUGURATION

Portes ouvertes à l'IME Henri Lafay

→ Proche du centre-ville de Bourg, l'IME Henri Lafay accueille de jeunes autistes.

→ *Fruit d'un partenariat entre l'APAJH, la ville et Bourg Habitat, un premier centre de jour pour jeunes autistes avait vu le jour en 2004 à Bourg-en-Bresse. Situé au Pont des Chèvres, il était divisé en huit appartements, chacun dédié à une fonction spécifique (administrative, rééducative, pédagogique…). « Des conditions provisoires peu pratiques au quotidien mais ayant eu l'avantage de permettre une mixité de populations et de faire accepter aux habitants du quartier la différence liée au handicap, l'inclusion étant une des valeurs phares portées par la fédération des APAJH avec la fréquentation des infrastructures de droit commun », souligne Bourg Habitat.*
Face à la demande croissante, un nouveau centre, plus vaste et adapté aux besoins, a été construit, avec le soutien de la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie). Ouvert en février 2012, l'IME Henri Lafay est inauguré le 4 avril 2013, avec une après-midi portes ouvertes. ●

santé famille retraite services

MSA

Prévention : les jeunes sont concernés

LA MSA AIN-RHÔNE PARTICIPE À LA RÉALISATION DE PROJETS DE PRÉVENTION SANTÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AGRICOLES. EXEMPLE D'ACTIONS MENÉES EN 2012.

→ Les élèves de terminale technologique Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant du lycée de Cibeins sont allés sur le terrain avec M. Dubost, référent communal de Civrieux-en-Dombes, afin d'observer l'ambroisie.

À la demande de la MFR (Maison familiale rurale) de la Dombes, à Montluel, la MSA a mis en place, fin 2012, une action de sensibilisation sur l'alimentation auprès de 72 élèves, afin qu'ils prennent conscience de leur capital santé. Géraldine Ramon-Coggio, diététicienne, intervient depuis trois ans auprès des classes de 4e et 3e. *« Avec un discours simple et en abordant des sujets qui les touchent directement, parce qu'ils ont dans leur entourage des personnes souffrant de diabète, de cholestérol, ils prennent conscience des impacts d'une mauvaise alimentation. Je leur présente les choses de manière ludique. Je leur montre des produits du quotidien, ce qui recadre l'intervention dans leur monde à eux. »*

Cette intervention s'inscrit dans le cadre du module d'éducation à la santé et à la sexualité, visant à aider les jeunes à s'inscrire dans une démarche de développement personnel. *« Les échanges sur l'alimentation, ses conséquences directes sur le corps, nous permettent d'ouvrir sur d'autres thèmes : l'apparence physique, les relations amoureuses, la contraception… »*, précise Véronique Page, formatrice dans le cadre de ce module.

Au lycée agricole de Cibeins, les élèves ont travaillé sur la lutte contre l'ambroisie. *« Par une conférence de l'ARS* et une sortie terrain avec des référents communaux, ils ont appris l'écologie de la plante, identifié les zones à risques et compris les techniques de lutte actuelles,* explique Brigitte Ringeval, professeur d'agronomie. *Catherine Bensassi, médecin-conseil MSA, est intervenue sur le mécanisme des allergies et les méthodes qui aident à vivre avec. Ces élèves participeront bientôt à des projets agricoles d'aménagement du territoire et ils devront promouvoir une approche sanitaire du risque. En Rhône-Alpes, une personne sur dix est touchée. Le bien-être de tous passe par une gestion collective et concertée. Les élèves doivent l'apprendre pour eux-mêmes mais aussi pour aider les autres.»* ● **G. L.G.-V.**

> *« Prendre conscience de son capital santé »*

* Agence régionale de santé.

→ Les Instants santé jeunes

Pour inciter les jeunes de 16-24 ans à effectuer une consultation de prévention avec le médecin généraliste de leur choix, la MSA lance une nouvelle formule Instants santé jeunes. La consultation est prise en charge à 100 % par la MSA. D'autre part, afin de promouvoir la pratique du sport, un chèque-sport d'une valeur de 50 € est offert à l'issue de la consultation. Un site dédié a aussi été créé : **http://isjeunes.msa.fr**

Un accompagnement global

→ *En complément des actions de prévention santé, la MSA Ain-Rhône soutient les jeunes dans leurs projets personnels et professionnels. « Nous menons des actions de proximité, sur le terrain, explique Denise Brunet, administratrice de la MSA. L'appel à projets Jeunes « Mieux vivre en milieu rural », par exemple, vise à soutenir des jeunes résidant en milieu rural, dans leurs projets, en favorisant leur autonomie, leur prise de responsabilité et leur épanouissement. Nous mettons également en œuvre des aides financières pour la poursuite d'études, une participation vacances ou encore des tickets loisirs jeunes. »* ●

Au-delà de l'intervention à dom

LA FÉDÉRATION ADMR TISSE DES LIENS SOCIAUX DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES À DOMICILE ET DÉVELOPPE DES PARTENARIATS. ÉCLAIRAGE.

→ Avec l'implication des TISF*, l'ADMR apporte son expertise au Point accueil solidarité de Jassans-Riottier, par exemple, dans la conduite d'une action collective d'insertion et de lien social.

Au carrefour de toutes les périodes de la vie humaine, la Fédération ADMR de l'Ain porte des projets de développement social, en appui des équipes locales, ou y participe à travers son expertise. *« C'est une activité moins connue de notre association,* précise Geneviève Guisti, directrice. *Nous sommes très impliqués dans les actions de partenariat. »* Le premier niveau est d'ordre financier. Les principaux acteurs sont la Caisse d'allocations familiales (CAF), le Conseil général de l'Ain et la Mutualité sociale agricole Ain-Rhône, ponctuellement. Le second niveau de partenariat concerne l'ingénierie sociale sur deux domaines d'expertise : les personnes âgées et la santé, et la famille.

> *« Promouvoir l'économie sociale et solidaire »*

Myriam Lyonnet et Véronique Forissier, responsables de service, s'y emploient en lien avec leur directrice. À l'interface entre la Fédération ADMR et les associations locales, les deux jeunes femmes partagent la même vision : *« Nous sommes toujours un peu dans l'ombre. Notre rôle est d'accompagner les associations locales ADMR dans leurs projets, d'assurer les relations avec les partenaires et les bénéficiaires et de gérer le personnel. »* Une mission bien remplie pour des têtes bien faites ! Les jeunes femmes interviennent sur les secteurs Côtière-Val-de-Saône-Dombes et Bresse-Revermont-Bugey.

Mutualiser les moyens

La Coordination handicap psychique de l'Ain illustre l'un des projets phares de développement médico-social. Signataire de sa charte depuis 2011, l'ADMR s'apprête à en rejoindre le comité de pilotage. *« La charte est le fruit d'une volonté de travailler entre acteurs du sanitaire, du médico-social et du social, dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire pour améliorer la prise en charge des adultes en situation de handicap psychique,* explique Myriam Lyonnet. *Nous menons des actions de sensibilisation et de formation sur les maladies psychiques car nous rencontrons de plus en plus de personnes concernées. »* Véronique Forissier fait partie du groupe d'échange de pratique autour de l'accompagnement de la personne en situation de handicap psychique, sur la vie quotidienne. En lien avec les assistants techniques du réseau d'associations ADMR, elle organise des réunions décentralisées à Trévoux et Ambérieu-en-Bugey. *« Nous travaillons sur trois thématiques : le*

icile

logement, l'insertion professionnelle et le social. Le premier objectif est de rencontrer les partenaires de terrain et d'élaborer le projet sur le territoire, sans budget supplémentaire, c'est-à-dire en s'appuyant sur la mutualisation de nos moyens pour être plus efficaces. »

Réseau interne et externe

Plus visibles : les actions collectives. *« Nos partenaires nous interpellent régulièrement pour impulser un projet,* précise Véronique Forissier. *Une fois le projet défini, nous travaillons à l'échelle locale. »* L'ADMR a ainsi apporté son expertise de la conduite d'action à la Banque alimentaire, pour des ateliers cuisine à Montmerle-sur-Saône. Autre exemple : son implication dans l'accompagnement des familles dans le cadre du réseau parentalité de l'Ain. Et Véronique Forissier d'ajouter : *« Nous sommes également interpellés par nos associations en interne qui veulent réfléchir à un projet, connaître la procédure pour obtenir des financements… »*

Les projets de partenariat vont ainsi crescendo, d'autant que l'ADMR souhaite peser davantage dans l'économie sociale et solidaire. *« Nous voulons promouvoir notre rôle dans ce secteur,* confirme Geneviève Guisti. *Notre maillage territorial s'étend. En matière d'ingénierie sociale, notre réseau interne d'associations devient même un réseau externe. Avec les associations locales, cette expertise essaime. Et le public, de plus en plus hétérogène, obligera les acteurs à davantage de partenariats. »* ● **A.S.**

*Techniciens de l'intervention sociale et familiale.

→ Geneviève Guisti, directrice de la Fédération ADMR de l'Ain, entourée de Myriam Lyonnet (à gauche) et de Véronique Forissier (à droite), responsables de service.

TÉMOIGNAGES

« Faire émerger des réponses collectives »

→ ***Alain Moncel, conseiller technique parentalité de la Caf de l'Ain :*** *« Un préalable qui fonde l'action de la Fédération ADMR, c'est sa capacité à identifier les besoins des familles grâce à sa relation de proximité par les professionnels intervenant à domicile. Très peu d'acteurs sociaux possèdent cette possibilité et cette capacité d'observation. En matière de parentalité, d'insertion ou de logement, à travers l'accompagnement des TISF*, l'ADMR concourt à faire émerger avec les partenaires locaux des réponses collectives avec soit les centres sociaux, soit les professionnels du Conseil général. La conduite de ces actions lui permet, ainsi qu'aux professionnels de l'aide à domicile, d'être mieux connus et reconnus par les acteurs médico-sociaux. »* ●

« Nous avons besoin de croiser nos regards »

→ ***Bénédicte Carré, coordinatrice de l'Association d'action gérontologique du bassin burgien (Adag BB) :*** *« Toutes les associations d'aide à domicile ont leur place dans les projets que nous conduisons. Nous devons les travailler ensemble, avec des pratiques différentes entre acteurs de proximité et acteurs sanitaires, médico-sociaux. Nous avons besoin de croiser nos regards, pour avoir une culture commune, une approche plus ciblée et mieux accompagner les personnes. Dans le cadre du projet de Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer (MAIA), c'est intéressant de se réunir pour apprendre à se connaître, comprendre les missions des uns et des autres, ses critères de prise en charge, et les situations complexes. Le projet Maia ne peut pas être déconnecté de la réalité du territoire. »* ●

« La connaissance du secteur et des partenaires »

→ ***Paule Charreire, responsable de la Maison départementale de la solidarité (MDS) Côtière-Val de Saône :*** *« L'ADMR est l'un de nos partenaires sur nos deux territoires. Les TISF* travaillent en relation avec nous en soutien à la parentalité et dans le cadre de nos missions de prévention et de protection de l'enfance. L'ADMR fait également partie du groupe de travail 0-6 ans et des réflexions qui se mettent en place pour créer des actions collectives. L'association a toujours été présente à la fois dans le comité technique et comme acteur de terrain puisqu'elle est en première ligne. Elle a la connaissance du secteur et des différents partenaires qu'elle peut solliciter ou vers lesquels elle peut orienter. »* ●

DYNACITÉ

Retrouver la mémoire pour ne

DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN, DYNACITÉ SOUTIENT LES ACTIONS MENÉES AVEC ET PAR LES HABITANTS, VISANT A VALORISER L'HISTOIRE ET L'ÉVOLUTION DE LEUR QUARTIER.

© Jean-Louis Sourd

→ À Oyonnax, des habitants de la Forge participent à des ateliers de création sonore. Objectif : faire vivre la mémoire d'un quartier en pleine transformation.

Démolir, reconstruire, reloger, rénover, créer de nouveaux espaces… Menées dans une dynamique partenariale*, les opérations de renouvellement urbain visent à donner un nouveau visage et un nouveau dynamisme à des quartiers d'habitat social, souvent anciens. *« Le projet urbain modifie la physionomie du quartier. Il s'accompagne toujours d'un volet social : un accompagnement des habitants, tout au long de l'opération, avec des actions, des projets, souvent un travail de mémoire, menées par et avec eux. C'est très important »*, souligne Isabelle Bignon, chargée de projet renouvellement urbain à Dynacité.

→ «L'histoire des habitants a de la valeur», rappellent Sylviane Chêne et Isabelle Bignon.

Réalisation d'interviews-témoignages, collecte de documents montrant la vie du quartier au fil du temps, ateliers débouchant sur la création d'un livre, d'une vidéo, d'un spectacle… Les actions peuvent prendre différentes formes. Le soutien financier et logistique des partenaires permet notamment de bénéficier de l'appui de professionnels. Nés au cœur du quartier, à l'initiative de ses habitants, son association, son centre social, les actions révèlent son hier pour mieux aller vers son demain. *« Les habitants sont souvent très attachés à leur quartier, même les jeunes ; ils n'ont pas forcément envie de le voir se transformer ; les actions menées dans les projets mémoire les aident à mieux vivre les bouleversements, à se projeter dans l'avenir »*, confirme Sylviane Chêne, également chargée de projet renouvellement urbain à Dynacité. Une aide d'autant plus précieuse qu'entre le lancement d'une opération de renouvellement urbain et son achèvement sur le terrain, les diverses étapes s'étalent sur plusieurs années.

Se réunir autour du passé, du présent et du futur du quartier, se révèle aussi fédérateur d'énergies et créateur de lien social et intergénérationnel. La dynamique dépasse le quartier : livre ou film-témoignage invitent, bien au-delà des immeubles de la « cité » ou de la ZUP, à découvrir l'histoire de la ville et de ses habitants. ● **A.P.**

* Unissant bailleur social, commune, collectivités locales et autres partenaires tels que la CAF.

pas perdre son âme

SUR LE TERRAIN

Arbent : zoom sur le Planet

→ Lors de la fête des voisins 2009, Philippe Dinocheau, responsable adjoint de l'agence Dynacité d'Oyonnax, explique à un habitant le plan du futur quartier.

→ *Comment garder trace de la rue des Cytises à Arbent, avant, pendant et après l'opération de renouvellement urbain menée par Dynacité et la Ville ? Par la vidéo, a répondu le centre social et culturel. En 2007, un premier groupe de jeunes de 12-16 ans se lance dans l'aventure. Les retraités de l'association Temps libre confient souvenirs et documents. Un professionnel de l'image apporte son aide technique. Dynacité apporte son soutien financier. Caméra en main, les jeunes réalisent interviews et prises de vues. Ainsi naît un premier film, qui témoigne du quartier avant la reconstruction.*

L'action se poursuit l'année suivante : un autre groupe de jeunes, investis dans les travaux de réhabilitation des logements, s'initie à la vidéo. Zoom sur le présent et l'avenir : le deuxième film témoigne du nouveau visage du quartier.

Présentées lors de la Fête des voisins, les deux vidéos ont été appréciées. « De nombreux habitants ont demandé un DVD du film » souligne Radouane Ouasti, animateur, qui a accompagné l'action avec Francky Larue, responsable du secteur jeunes.

La dynamique a créé de nouveaux liens entre jeunes, adultes, anciens et nouveaux habitants du quartier. « Les jeunes se sont pris au jeu ; ils ont interviewé les mères, les responsables de Dynacité... » Elle a suscité aussi d'autres projets : « Les jeunes se sont aperçus que quand on peut, on peut. Un groupe a monté un voyage. » Et l'annuelle Fête des voisins réunit toujours locataires d'hier et d'aujourd'hui... ●

Bellegarde : Beauséjour à la page

→ *Quartier historique de Bellegarde, ancienne cité ouvrière née en 1928 – « Une des premières constructions HBM (habitations bon marché) en France » note Sylviane Chêne –, la Butte devenue Beauséjour arrive en phase finale de la vaste opération de renouvellement urbain lancée en 2007.*

« C'était un quartier populaire avec beaucoup de travailleurs SNCF, des douaniers, des fonctionnaires, des ouvriers (...) On était tous pauvres et tous heureux » témoigne le livre réalisé par ses habitants, sous l'égide de l'association Bel-Air, avec le soutien du CUCS (contrat urbain de cohésion sociale). Profondément attachés à leur quartier, ils ont eu à cœur de faire découvrir sa riche histoire via cet ouvrage mêlant sépia et couleurs, fruit d'un long travail collectif de collecte de témoignages, photos, articles de presse...

« Les ateliers autour du travail de mémoire ont duré deux ans. C'était la période des délais administratifs du renouvellement urbain, pendant lesquels les habitants peuvent avoir l'impression qu'il ne se passe rien. Le projet permettait de faire le lien, d'expliquer » souligne Céline Jacoud, alors responsable de l'équipe MOUS (Maîtrise d'œuvre ubaine et sociale). La dynamique du renouveau urbain a généré aussi le rapprochement entre les centres sociaux : le Lavoir, géré par l'association Bel-Air, et le centre social de Musinens ont fusionné pour former l'actuel centre social des Hauts de Bellegarde.

Sorti au moment de la démolition des deux tours de 100 logements, en mai 2011, l'ouvrage permet de tourner la page pour mieux ouvrir le chapitre du renouveau. ●

→ Édité à 1 000 exemplaires, le livre a été remis aux habitants d'hier et d'aujourd'hui.

Oyonnax : la Forge hier, aujourd'hui et demain

→ *L'attente. Sous ce titre symbolique, la vidéo à découvrir sur le blog* ***http://memoires-forge.fr*** *donne à voir, entendre et comprendre, le vécu et le ressenti des habitants du quartier oyonnaxien de la Forge, à l'aube de son renouvellement urbain*.*

Financée par le CUCS d'Oyonnax/Arbent (réunissant la Région Rhône-Alpes, le Conseil général, la Ville d'Oyonnax, la ville d'Arbent, la CAF, Dynacité et l'État), portée par l'association d'habitants AGLCR, avec l'appui du service Politique de la ville et du centre social Ouest, l'action « La Forge hier, aujourd'hui et demain » a débuté en 2011. « L'objectif est d'accompagner les habitants dans les changements de leur quartier, garder trace de ce qui était et ne sera plus, permettre par le biais de la parole de libérer des angoisses liées au projet » indique Nadia Bouguettaya, référente Gestion sociale et urbaine de proximité à la Ville d'Oyonnax.

Dans un premier temps, les habitants ont confié leurs mots, leur image et celle de leur quartier, aux professionnels de l'association Microphone, compositeur et photographe-ethnologue. Au-delà de ce premier film présenté à la « Vitrine du chantier » en février 2012, deux groupes d'habitants, jeunes et adultes, ont pris le micro lors de groupes de parole et ateliers de création artistique. Rendez-vous était donné en février pour découvrir cette deuxième création.

L'action s'est accompagnée de la mise en ligne du blog. « L'objectif est que ce soit un vrai site participatif, que les habitants via l'AGLCR se saisissent de cet outil numérique, le fassent vivre », précise Raphaël Cordray, directeur artistique de Microphone.

Un troisième volet est prévu, avec toujours pour fil conducteur la volonté forte d'accompagner et d'impliquer les habitants dans leur nouveau quartier. ●

** Voir la rubrique Reportage, p. 46/47.*

ORSAC

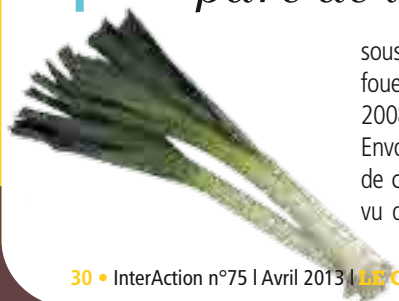
Envol met les pieds dans le plat

POUR LA STRUCTURE D'INSERTION DE BLYES, LE CHEMIN DE LA DIVERSIFICATION MÈNE AU POTAGER. ENVOL PRÉPARE EN EFFET POUR SEPTEMBRE LA LIVRAISON DE SES PREMIERS PANIERS PAYSANS ET REDONNE VIE À UNE CRESSONNIÈRE EN BORDURE DE RIVIÈRE D'AIN.

→ Julien Huré, chef de culture de la cressonnière, dispose d'une solide expérience dans les réseaux de Cocagne. Il a rejoint l'équipe d'Envol en novembre dernier.

Les cinq serres ne sont encore que des carcasses de métal dressées dans l'air vif de février. Autour du vaste champ, des haies vives, d'épais brotteaux et une rivière à l'eau limpide. Les 14 hectares loués à la commune de Saint-Maurice-de-Rémens sont remarquables, pour l'agriculture comme pour la faune. La zone est d'ailleurs classée Natura 2000. *« On est tombés sur cette ancienne cressonnière en prospectant pour un projet de maraîchage, qui nous semblait une bonne piste de diversification pour l'activité de l'atelier d'insertion »*, raconte le directeur Pierre Eymard-Duvernay. Les ACI travaillant en sous-traitance industrielle ont en effet pris la crise de plein fouet, avec un volume d'activité en forte baisse depuis 2008. L'an dernier, un chargé de mission est venu aider Envol à réaliser un diagnostic de l'ACI et à définir des pistes de consolidation et de développement (voir encadré). Au vu de ces conclusions, l'État, principal financeur, a donc dit oui aux tomates, poireaux et petits oignons. *« Nous allons démarrer avec 4 ou 5 hectares de légumes que nous commercialiserons sur le principe des jardins de Cocagne : les clients recevront chaque semaine un panier de saison. »* Cible privilégiée : les 4 500 employés des entreprises du parc de la Plaine de l'Ain. *« Nous démarcherons les comités d'entreprises et nous proposerons des livraisons groupées de paniers sur le lieu de travail. »* L'objectif est de convaincre 150 consommateurs d'ici l'été. Envol démarchera également les collectivités et les magasins de producteurs.

> *« Cible privilégiée : les 4 500 employés des entreprises du parc de la Plaine de l'Ain. »*



Redéploiement

« On a de la place, la terre est bonne, avec de l'eau en abondance », se félicite Julien Huré, embauché en novembre dernier comme chef de culture. Il porte un regard conquis sur ces terres prometteuses fréquentées par les oiseaux d'eau et les castors. À ses pieds, un épais ver de terre se tortille dans le sillon gras tracé par la machine. Le temps des semis se rapproche. Près de 80 légumes différents seront cultivés, sous serre et en plein champ. *« Avec un panier chaque semaine, il faut offrir de la variété ! »* Envol va également remettre en activité une partie des bassins à cresson, alimentés par des sources naturelles.

→ Une quinzaine de salariés en insertion travaillent à la nouvelle activité maraîchage et cressonnière d'Envol. Le montage des futures serres doit être achevé en mars. À côté, les terres vont être labourées pour les cultures de plein champ..

Sébastien Lemoine est responsable technique à Envol depuis 3 ans ; il s'est *« mis au vert »* avec bonheur et accompagne la mise en place de l'exploitation depuis un an. Pour le moment, une quinzaine de salariés en insertion y travaillent (et bientôt une vingtaine). Le maraîchage n'est pas un développement mais un redéploiement de l'activité de l'ACI : à Blyes, les ateliers de montage, de conditionnement et de packaging ont réduit la voilure. *« Nous allons même diminuer le nombre total de postes d'insertion de 70 à 60,* explique P. Eymard-Duvernay, *ce qui allègera nos charges. »* Une décision prise avec l'État, la Région et le Conseil général qui se sont engagés à maintenir leurs financements à l'identique. À Envol comme à l'Orsac, qui a aidé l'établissement pour les investissements nécessaires (serres, matériel agricole…), on reste lucide : il ne suffit pas de semer pour récolter. C'est cependant avec un plaisir confiant qu'on guette le printemps à la Cressonnière du Bugey. ● **A.B.**

PRÉSENTATION

Envol-Orsac, un panier de services

Envol, essentiellement basé à Blyes, regroupe en fait plusieurs structures dans deux grands domaines : l'insertion par l'activité économique et l'hébergement.

• ***Une entreprise d'insertion***
C'est la cafétéria, située au cœur du Parc industriel de la Plaine de l'Ain.
4 postes d'insertion et 2 postes d'encadrement.
Une activité dans le secteur marchand, en hausse de 40 % en 5 ans, qui s'est diversifiée avec la livraison de plateaux repas ou buffets pour les entreprises.

• ***Un atelier et chantier d'insertion***
70 postes en insertion pour des personnes rencontrant des difficultés particulières d'emploi. Mise en situation de travail, accompagnement et formation.
Activité : sous-traitance industrielle, mailings postaux et travaux de couture, maraîchage sous la dénomination Envol Cressonnière du Bugey.

• ***Un ESAT de transition***
Démarrage progressif depuis 2011.
8 postes en 2012 pour des personnes handicapées proches du retour en milieu ordinaire, orientées par la MDPH et les ESAT. Activités polyvalentes « dans et hors les murs ».

• ***Le Parc cyclomoteurs***
Location de cyclomoteurs pour aider à la mobilité (emploi, formation, soins…) sur prescription de la MLJ, assistantes sociales de secteur ou Pôle Emploi.

• ***Ainsertion +***
120 mesures d'accompagnement de bénéficiaires du RSA (prescription du Conseil général).

• ***Activités hébergement - logement***
Envol gère un CHRS éclaté (29 appartements sur Ambérieu, Meximieux et Lagnieu) et 6 appartements pour de l'hébergement temporaire (ALT). Depuis 2011, il assure des mesures « d'accompagnement vers et dans le logement » : elles concernent des personnes à domicile, en sortie de CHRS ou qui sont passées par le dispositif de droit au logement (DALO) ou de prévention d'expulsion.
Envol est également chargée du pilotage du SIAO de l'Ain, le service intégré de l'accueil et de l'orientation. Il permet de coordonner les dispositifs de veille sociale (115, hébergement d'urgence et d'insertion, logement adapté et de transition, équipes mobiles…) et les 4 services d'accueil et d'orientation qui se partagent le département. Une tâche conséquente quand on sait que cette organisation, récente, bouscule les habitudes de tous les opérateurs. Un outil intranet commun est en cours de mise en place, pour gérer les disponibilités en places d'hébergement.

→ Traditionnellement, l'atelier et chantier d'insertion d'Envol effectue des travaux de sous-traitance industrielle, particulièrement sensibles aux effets de la crise économique.

→ Dispositif local d'accompagnement et préconisations

2008 a marqué un net virage pour l'ACI : les entreprises ont durci leur politique de sous-traitance. Et la concurrence sur les prix avec les Esat et les prisons notamment lui a coûté des marchés. La situation devenant préoccupante, Envol a bénéficié en 2012 d'un DLA (dispositif local d'accompagnement). Le travail avec le chargé de mission a abouti à 3 préconisations :
– muscler la politique commerciale et prospecter vers des marchés plus rémunérateurs;
– réduire le nombre de salariés en insertion pour alléger les charges ;
– diversifier l'activité.
Envol a déjà recruté un chargé de mission commercial pour la sous-traitance industrielle et l'activité maraîchage.
Quant à la diversification, outre « Envol Cressonnière du Bugey », d'autres pistes seront explorées autour des services aux personnes ou du recyclage.

>>> Sommaire

Citoyenneté et actions au service

ACTEURS ÉDUCATIFS, DISPOSITIFS ET OUTILS SONT MOBILISÉS POUR PRENDRE EN COMPTE LA SANTÉ ET LA PRÉVENTION DES CONDUITES À RISQUE CHEZ LES JEUNES. TÉMOIGNAGES.

→ La commission Solidarité du Conseil général Jeunes (GGJ) a créé l'espace SOS jeunes sur le site www.ain.fr.

« *On se moque de moi au collège sur mon poids, ma couleur… : comment dois-je réagir ? Je crois être enceinte, que dois-je faire ? Mon ami(e) se drogue, comment l'aider ?* » Ces questions, les membres de la commission Solidarité du Conseil général Jeunes (CGJ) les ont formulées après avoir sondé les élèves, les parents, la communauté éducative dans leur collège. *« Nous leur avons demandé quelles questions ils se posaient le plus et quels problèmes ils rencontraient,* précise Charline Longchamp, conseillère générale jeune, en classe de 3e au collège Vaugelas à Meximieux. *Nous voulions apporter des réponses avec des conseils d'expert sur le site Internet du Département et aider les jeunes en difficulté qui ont du mal à communiquer avec leurs parents ».* Depuis les vacances d'hiver, un espace d'informations est consultable sur le site www.ain.fr : SOS jeunes. Réunis à l'Hôtel du département le 13 février 2013, les élus de la commission Solidarité ont réfléchi au moyen de faire connaître leur outil à tous les collégiens de l'Ain. Ils ont opté pour un flyer qui aborde les questions d'addiction (alcool, drogues, Internet, jeux vidéo…), de conduites à risques, d'hygiène, et les questions de discrimination et de non-reconnaissance des différences.

> « *Mettre de la cohérence dans les actions.* »

Un soutien aux actions communales

L'initiative des conseillers généraux en herbe complète l'action des huit centres de planification et d'éducation familiale (CEPF) de l'Ain, qui proposent des entretiens individuels et des consultations médicales gratuits et confidentiels, y compris pour les mineurs. La santé et la prévention des conduites à risque chez les jeunes constituent aussi l'une des cinq priorités du Schéma départemental des actions éducatives (SDAE) 2011-2014. Réunis le 7 février, ses six partenaires institutionnels – Département, Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ), Éducation nationale, Caisse d'allocations familiales et Mutualité sociale agricole Ain-Rhône – en ont dressé un bilan à mi-parcours. *« Le SDAE permet d'harmoniser les dispositifs qui peuvent être solli-*

TÉMOIGNAGE

« Aider les jeunes en difficulté »

→ ***Charline Longchamp achève son mandat de conseillère générale jeune, commencé en avril 2011 :***
« J'ai choisi la commission Solidarité du Conseil général Jeunes (CGJ) car j'aime bien aider les gens et c'est le thème qui me motivait le plus. Nous sommes une vingtaine de collégiens dans la commission Solidarité. C'est une bonne expérience car nous n'avons pas toujours l'occasion d'être conseiller général jeune. Ce rôle permet d'aider surtout les jeunes en difficulté et de leur transmettre des informations s'ils ont du mal à parler avec leurs parents. »

de la prévention

cités sur le territoire, résume Sandrine Gruau, responsable du service jeunesse du Département. *Grâce au schéma, nous avons réussi à conserver un soutien aux actions éducatives pour les communes qui travaillent ensemble, indépendamment de leurs regroupements officiels en intercommunalités. Le Programme annuel de soutien aux actions éducatives (PASAE), comme celui de Sainte-Euphémie par exemple, succède au Contrat éducatif local (CEL). Il pourrait évoluer vers un plan triennal ».*

La prévention, ce n'est pas l'urgence !

Le 20 février 2013, la journée annuelle de l'éducation partagée, organisée par les institutions du schéma à Chalamont, a été également l'occasion de faire le point sur les travaux conduits dans le cadre du schéma. La démarche éducative territoriale de la Communauté de communes du canton de Chalamont a été présentée aux 200 acteurs éducatifs présents. L'après-midi a été jalonné de témoignages professionnels autour de quatre thématiques : la ruralité, les relations fille-garçon, les conduites à risque et les nouveaux rythmes éducatifs. Dans le cadre de ce forum, l'espace de discussion sur les actions de prévention face à la question "comment passer de l'émotion au projet de territoire ?" a mis en évidence la notion de temps. *« La prévention, ce n'est pas l'urgence ! »* a rappelé Anne-Marie Preffon de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa) 01.

L'année 2013 augure encore de nouveaux temps d'échanges et de réflexion sur le thème de la prévention en direction de la jeunesse. La soirée du 24 mai valorisera les « projets jeunes ». À l'automne, une journée sera consacrée à la prévention, en lien avec la DTPJJ, la Brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) et la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT). Des rencontres utiles par conséquent, dans le cadre d'un schéma départemental ambitieux. ● **A.S.**

TÉMOIGNAGES

« Partager un PASAE entre communes »

→ ***Emmanuel Géniquet, adjoint au maire de Sainte-Euphémie, chargé des affaires scolaires, de la politique jeunesse et de la vie locale :***

« Dans le cadre du PASAE, la locomotive c'est le Sou des écoles de Sainte-Euphémie. Pour les jeunes de 11 à 17 ans, c'est l'association Les Jeunes de Formans à Saint-Didier-de-Formans. Le PASAE comprend aussi des actions à caractère éducatif proposées par d'autres associations comme la Truite de Formans. Les activités sont financées par les deux communes. Le Département nous soutient avec une aide non négligeable pour une vraie cohésion sur notre territoire, car la Communauté de communes Saône Vallée est éloignée. Dans le cadre du projet éducatif territorial, notre volonté est de développer un partenariat avec d'autres communes pour partager un PASAE. Nous réfléchissons aussi à la création d'un poste d'animatrice-coordinatrice à Sainte-Euphémie dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires... » ●

« Pas de territoires privilégiés et d'autres délaissés »

→ ***Christine Gonnu, conseillère générale du canton de Saint-Trivier-sur-Moignans, vice-présidente du Conseil général chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative :***

« Ce que j'aimerais plus mettre en avant, c'est la jeunesse de notre département. Une jeunesse qui s'engage, à l'écoute des autres, qui a des idées. Elle existe. Quant au schéma, le maître mot, c'est le partenariat. C'est aussi mettre de la cohérence dans nos actions en faisant attention qu'il n'y ait pas des territoires privilégiés et d'autres délaissés. C'est se dire que nous avons cette réflexion sur le territoire départemental, avec des problématiques différentes. C'est aussi apporter un soutien aux élus, car nous savons que mettre en place une politique jeunesse, c'est ce qu'il y a de plus difficile. Les jeunes ont des atouts. C'est important d'aller les chercher. » ●

→ Lors de la journée de l'éducation partagée 2013 à Chalamont, l'espace de discussion sur les actions de prévention a été riche de témoignages.

→ FICHE SIGNALÉTIQUE

msa santé famille retraite services

MSA AIN-RHÔNE

→ SIÈGE SOCIAL
35-37 rue du Plat - BP 2612
69232 Lyon Cedex 02

→ COORDONNÉES
Tél. 04 74 45 99 00
Fax : 04 74 45 98 98
www.msa01-69.fr

→ FORME JURIDIQUE
Établissement privé chargé d'une mission de service public.
La MSA Ain-Rhône est gérée par un directeur général. Dans chaque canton, les adhérents élisent leurs délégués de terrain, qui élisent leurs représentants au conseil d'administration. Présidé par Olivier de Seyssel, il est composé de représentants, des exploitants, des salariés, des employeurs de main-d'œuvre et de l'UDAF.

→ DATE DE CRÉATION
1er avril 2010

→ DIRIGEANTS
- **Ludovic Martin,** directeur général
- **Jacqueline Chabert,** agent comptable
- **David Marshall,** directeur adjoint
- **François Huguet, Magalie Rascle, Isabelle Seck,** sous-directeurs
- **Dr Philippe Labatut, Dr Élizabeth Lamy,** médecins chefs

→ ACTIVITÉS PRINCIPALES
- Gérer la santé, la famille, la retraite et le recouvrement des cotisations ;
- prendre en charge la médecine du travail et la prévention des risques professionnels ;
- mener des actions à caractère sanitaire et social en complément de la protection sociale légale, et développer des services adaptés à la population rurale.

→ SECTEURS D'INTERVENTION
Ain et Rhône.

→ Le site de la MSA Ain-Rhône à Bourg-en-Bresse.

→ Le siège de Lyon.

© MSA Ain-Rhône

→ Historique

La MSA Ain-Rhône est née de la fusion, au 1er avril 2010, des caisses de MSA de l'Ain et du Rhône, respectivement créées le 5 octobre 1963 et le 27 avril 1963.

→ Les missions

La MSA, deuxième régime de protection sociale en France, protège l'ensemble de la profession agricole.

– **Un interlocuteur unique :** la MSA est à la fois une caisse d'assurance maladie, une caisse de retraite, une caisse d'allocations familiales et un organisme de recouvrement des différentes cotisations. Elle est aussi le seul régime de protection sociale à prendre en charge, dans son secteur d'activité, la médecine du travail et la prévention des risques professionnels pour ses adhérents.

– **Conseil et accompagnement social :** les élus et le personnel MSA accompagnent les exploitants, employeurs, salariés, retraités et leurs familles, aux différentes étapes de leur vie et dans les situations de difficultés sociales ou financières.

– **Action sociale et offre de services :** la MSA s'engage dans des actions locales, notamment dans les domaines suivants :
> *gérontologie :* MARPA, Petites unités de vie, aide aux aidants, soutien aux malades d'Alzheimer…
> *prévention santé :* bilans de santé, ateliers du Bien Vieillir, ateliers mémoire, téléassistance Présence Verte…
> *accès aux soins en milieu rural :* soutien aux projets de maisons de santé pluridisciplinaires…
> *services aux familles :* soutien aux projets de microcrèches en milieu rural, aides aux vacances…

→ Les implantations

– le siège à Lyon,
– le site à Bourg-en-Bresse,
– les agences à Limas – Villefranche ; Belley ; Nantua ; St-Trivier-de-Courtes et Villars-les-Dombes,
– les permanences administratives et sociales (liste complète sur www.msa01-69.fr)

→ Les chiffres clés

En 2011, la MSA Ain-Rhône, c'est :
> 143 500 adhérents,
> 74 518 assurés maladie,
> 4 496 familles,
> 95 203 retraités,
> 34 000 adhérents reçus dans nos points d'accueil,
> 235 000 appels téléphoniques traités,
> 557 M€ de prestations versées (dont budget global),
> 251 M€ de cotisations et contributions émises,
> 336 salariés (ETP),
> un conseil d'administration de 29 membres,
> deux comités départementaux (administrateurs et délégués),
> 954 délégués cantonaux, fédérés en 17 bassins d'animation et 33 échelons locaux.

© T. Lannié - CCMSA

© AMStock Nature - Author's images - CCMSA

© Bananastock - CCMSA

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Priorité à l'action

JACQUES AUBRY SUCCÈDE À NADIA NASRI À LA PRÉSIDENCE DE LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE QUI SE RESTRUCTURE. OBJECTIF : MIEUX COLLER AU TERRAIN.

→ *« Notre but est toujours d'être au plus près du terrain et partout », confie Jacques Aubry, président de la délégation de l'Ain.*

Vous présidez une association qui se réorganise depuis 2012.

La délégation de l'Ain a engagé une réorganisation territoriale en 2012 dans le cadre du mandat national 2012-2016 pour *« améliorer la couverture du territoire, adapter les structures aux situations territoriales, et mieux répondre aux besoins des publics »*. Depuis l'automne, 9 unités locales (UL) regroupent les bénévoles adhérents à l'association dans l'Ain, contre 19 délégations et 15 antennes locales auparavant. Chaque UL a sa propre zone d'action dans les domaines de l'action sociale, de l'urgence et du secourisme.

Combien de bénévoles et de salariés compte votre délégation ?

La Croix-Rouge dans l'Ain, c'est toujours environ 600 bénévoles, 3 salariés et un conducteur du camion médico-social en cours de recrutement. Il faut que les bénévoles s'approprient la nouvelle organisation. L'élaboration du budget est un gros chantier également pour que l'organisation administrative soit effective en 2013. Notre but est toujours d'être au plus près du terrain et partout. Il n'y a pas d'endroit où nous n'avons pas envie d'aller, mais il n'y a plus lieu d'avoir les mêmes moyens. L'objectif est de diriger les bénévoles vers l'action et de les libérer des tâches administratives. C'est la philosophie de la réforme.

Quel est votre rôle en tant que président ?

L'organisation départementale s'articule autour de trois personnes bénévoles : le président, élu pour 4 ans, et deux directeurs nommés sur proposition du bureau de la délégation départementale, après autorisation des directions nationales : le directeur départemental de l'urgence et du secours (DDUS), dont le poste est vacant, et le directeur départemental de l'action sociale (DDAS). En l'absence, c'est le président qui assure… Pour la fonction du DDUS, il faut savoir comment fonctionne un poste de secours et être très organisé pour assurer l'administration et la gestion des postes et du personnel de secours. Nous sommes aidés par un outil : le logiciel Base contacts.

Quelles actions sont menées dans l'Ain ?

Nous avons deux grandes familles d'actions. Une partie secourisme et formation, et une partie sociale avec les « vestiboutiques », l'aide alimentaire, la lutte contre l'illettrisme… En 2012, nous avons ouvert un entrepôt à Saint-Nizier-le-Désert pour permettre aux UL de partager les dons que la Croix-Rouge reçoit : jouets, matériels d'entreprise, produits d'hygiène, vaisselle... La lutte contre l'illettrisme est l'une des actions que je veux développer. Nous devons trouver un local et du monde pour s'en occuper. En 2012, nous avons engagé cette action avec le centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse.

> *« Nous recherchons un médecin bénévole »*

Outre l'antenne mobile d'accueil mécido-social*, quels sont les autres projets pour 2013 ?

Nous avons un projet appelé « Allo, tu me vois ? » qui consiste à mettre en relation des personnes isolées, ou qui ne peuvent pas se déplacer, avec leur famille, leurs connaissances… via une webcam. C'est une idée pour inciter les jeunes à s'investir dans une action et se rendre utile. Nous recherchons aussi notre médecin, ainsi que des bénévoles motivés. Nous leur proposons une formation à l'accueil et à l'écoute, associée aux premiers secours. Et nous comptons sur eux. ●

*Voir article paru dans *Interaction* n° 74, page 44.

Propos recueillis par Aurélie Seignemartin

EN PRATIQUE

Penser mieux, **travailler moins**

→ Auteur 100 % bugiste, Gaël Allain vient de publier son premier ouvrage « Penser mieux, travailler moins » aux éditions Eyrolles. En 240 pages, ce spécialiste de la psychologie cognitive explique de façon simple le fonctionnement du cerveau humain et propose une méthode utilisable par tous pour optimiser ses capacités mentales. Á l'aide d'exercices ludiques et de mises en application dans la vie professionnelle ou personnelle, le livre vise à permettre d'intégrer rapidement de nouvelles informations, de développer et de structurer la mémoire, d'alléger la charge mentale et d'aller à l'essentiel, et de résoudre facilement un problème en fonction des situations. Une fois acquise l'idée que ce n'est pas la quantité d'efforts qui compte et que l'être humain est intellectuellement plus performant quand sa charge mentale est allégée, le lecteur sera en mesure d'adapter son effort à l'objectif fixé. *« Vous pourrez ainsi travailler mieux et gagner plus ! »* ●

→ Dans son premier livre, Gaël Allain propose des applications pratiques.

PARITÉ

Une convention **départementale**

→ Le Conseil général et la Mission des droits des femmes et de l'égalité de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) s'engagent à promouvoir l'égalité hommes-femmes et à lutter contre les violences. C'est le sens de la convention signée le 6 mars dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Le même jour, une synthèse des rapports élaborés par des entreprises de l'Ain de plus de 50 salariés sur la parité professionnelle, conformément à la loi de 2010, a été présentée par l'unité territoriale de l'Ain de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). ●

IMMIGRATION

Travailler **au Québec**

→ Le Bureau d'immigration du Québec à Paris et l'association France-Québec organisent à Bourg-en-Bresse (à l'IREIS, 48 rue du Peloux), le 16 avril à 19 h, une séance d'information sur la vie et le travail au Québec, les démarches d'immigration et les séjours temporaires. Participation gratuite sur inscription sur le site internet. ●

www.immigration.quebec.fr

PORTES OUVERTES

À l'ESAT **du Pennessuy**

→ Les 19, 20 et 22 mars, en partenariat avec Ain Tourisme et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain, l'ESAT du Pennessuy (Adapei) a participé à la 8e édition des Journées portes ouvertes des entreprises de l'Ain. L'occasion pour les professionnels et les usagers de présenter leurs savoir-faire et prestations à un public varié : élèves, étudiants, particuliers, familles, partenaires, clients. Cette action a pour but de faire évoluer les regards sur le handicap et de faire découvrir les métiers du secteur médico-social. ●

APPRENTISSAGE

L'alternance **en ligne**

→ *Depuis fin février, jeunes et entreprises disposent d'un site Internet dédié aux formations par alternance dans l'Ain. Cet outil est le fruit d'une plateforme expérimentée par la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Ain (CMA) avec la Mission locale Bresse-Dombes-Côtière, de mars 2010 à février 2012. Objectifs : développer l'apprentissage, mettre en lien les jeunes avec les entreprises et sécuriser leur parcours de formation. « Au terme de l'expérimentation, l'État et la Région ont souhaité que l'action se poursuive sur tout le département », précise Françoise Galland, directrice Apprentissage à la CMA. La plateforme regroupe les missions locales, les centres de formation par apprentissage (CFA) et les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) qui gèrent les contrats de professionnalisation.* ●

www.pas-ain.fr

HANDICAP

Trouver un sport **en quelques clics**

→ *Á l'initiative du Comité régional olympique et sportif (CROS), les personnes en situation de handicap (physique, auditif, visuel, mental ou psychique) désirant pratiquer un sport disposent d'un nouvel outil : le site Internet « Vivre un sport ensemble en Rhône-Alpes ». Créé en lien avec les Ligues Rhône-Alpes Handisport et Sport adapté, le Conseil régional et la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS), le site répertorie les associations et structures sportives proposant des services adaptés, ainsi que les têtes de réseau, acteurs et organisateurs d'actions, les actualités et évènements liés au sport et au handicap, les possibilités de formation et d'aides financières.* ●

http://sportethandicaps.cros-rhonealpes.fr

© Daniel Gillet

2e schéma départemental des personnes âgées

L'avenir partagé du vieillissement

DOSSIER RÉALISÉ PAR LA RÉDACTION.

Une petite pause et c'est reparti pour un second schéma départemental en faveur des personnes âgées et de la perte d'autonomie. Le premier a couvert la période 2006 à 2010, celui-ci court de 2013 à 2018*. Il a été adopté en décembre par l'assemblée départementale, après avis positif du très officiel Comité départemental des retraités et personnes âgées de l'Ain (Coderpa).

De fait, l'Ain est un département jeune, ce qui ne l'exonère pas d'une politique avisée en faveur des personnes âgées : dans 20 ans, presque un habitant sur dix aura plus de 75 ans. Ils représentent déjà presque 8 % de la population.

La méthode d'élaboration du schéma, très participative, a été saluée par les acteurs locaux, qu'ils soient associations, établissements, structures de soins ou d'aide à domicile. Le principe des fiches-actions a le mérite de poser noir sur blanc des engagements qui ne valent pas que pour le Conseil général. La réflexion sur l'adaptation au vieillissement doit être menée en commun, la détermination doit être partagée, les solutions seront collectives.

Les acteurs locaux ne sont pas sûrs pourtant de trouver dans ce schéma réponse à toutes leurs questions, tant les attentes sont fortes : adaptation des établissements à une dépendance croissante des résidants, prise en charge des personnes atteintes de maladies type Alzheimer, soutien plus efficace aux aidants familiaux, inégalités territoriales à corriger, besoin de formation des professionnels à domicile, amélioration de la coordination, développement de la prévention… La prise en charge du vieillissement et de la dépendance mérite un regard neuf, affranchi des solutions toutes faites et des strictes considérations comptables ou normatives. On y travaille dans l'Ain, sachant aussi qu'on ne fera rien sans un calcul réaliste des coûts et sans des financements appropriés. Rien non plus sans les personnes âgées concernées, dont nous brossons dans ce dossier huit portraits, en regard de la présentation des grandes lignes du schéma départemental. Histoire de bien se souvenir que toute bonne politique n'est pas faite de papier et d'intentions mais d'hommes et de concret. ● **A.B.**

> *« Les attentes sont fortes »*

Germaine Desbois, 98 ans, en EHPAD à Saint-Bernard. Doyenne de la maison de retraite, mais pas la moins dynamique. Soucieuse de ne pas être une charge pour ses enfants, elle a choisi de venir ici.

12 mois pour cons

→ ***Janvier 2012* – Lancement du dispositif d'élab**

Mars 2012 : un cabinet d'études est choisi : il va réaliser le diagnostic, assister

→ ***Avril-juillet 2012 – État des lieux et diagnostic***

– Réalisation d'un atlas cartographique de l'action sociale et médico-scociale,
– analyse comparée au sein de Rhône-Alpes et avec 3 départements extérieurs,
– établissement de projections démographiques sur les 8 territoires des MDS (2015-2025),
– enquête par questionnaire auprès des bénéficiaires de l'APA à domicile et auprès des établissements et services,
– entretiens individuels ou collectifs avec de nombreux acteurs.

→ ***Décembre 2012 – Adoption du schéma dépa***

Quatre orientation

→ ❶ – Être soutenu à domicile

- ***Action n° 1 : sécuriser le maintien à domicile*** *(continuité des interventions de nuit et de week-end, évaluation des besoins...).*
- ***Action n° 2 : garantir l'accès aux service d'aide et de soins infirmiers sur l'ensemble du territoire,*** *dans un contexte de démographie médicale préoccupante de l'Ain.*
- ***Action n° 3 : valoriser et reconnaître les spécificités des métiers du domicile.***
- ***Action n° 4 : améliorer l'articulation avec le secteur de la santé*** *(coordination des interventions à domicile avec les médecins, articulation avec l'hôpital).*
- ***Action n° 5 et 6 : accompagner les aidants non professionnels*** *et rendre la couverture des actions plus homogène sur l'Ain.*

→ ❷ – Informer, orienter, mieux prévenir

- ***Action n° 7 : accroître la visibilité et le nombre des CLIC,*** *pour que tout l'Ain puisse profiter de ce service.*
- ***Action n° 8 : promouvoir les actions du CODERPA,*** *lieu de dialogue, d'information et de réflexion.*
- ***Action n° 9 : coordonner au mieux les instances de coordination*** *(CLIC, MAIA, filières gérontologiques). Pilotage du dispositif gérontologique par le Conseil général en concertation avec l'ARS.*
- ***Action n° 10 : renforcer les actions et diversifier les relais de prévention*** *selon les spécificités de chaque tranche d'âge (politiques d'action sociale des caisses de retraite (CARSAT, MSA, RSI).*
- ***Action n° 11 : généraliser la prévention*** *par des actions et dispositifs accessibles sur tout le territoire départemental (centres de consultation mémoire ou de prévention des chutes).*
- ***Action n° 12 et 13 : améliorer le repérage des situations d'isolement*** *et favoriser le maintien du lien social (définir l'isolement, CPOM et SAAD autorisés).*

En chiffre

→ ***2 474 personnes âgées*** *bénéficiaires de l'APA à domicile ont été sondées, ainsi que les établissements et services gestionnaires.*

truire un schéma

oration du schéma 2013-2018

le comité de pilotage dans l'élaboration du schéma et jusqu'à sa rédaction.

→ ***Juillet 2012 – Concertation avec les acteurs locaux***

5 groupes de travail thématiques se réunissent pour cerner les besoins et les actions souhaitables.

→ ***Septembre 2012 – Élaboration d'un plan d'actions***

– présentation des orientations et des actions proposées pour le schéma 2013-2018 au comité de pilotage,

– le contenu final du schéma est présenté en assemblée plénière du Coderpa pour avis.

rtemental 2013-2018 par le Conseil général.

Colette Besème, 82 ans. Veuve depuis 2009, elle vit seule à Ceyzériat, dans une grande maison avec jardin. « Mon mari a bien su gérer notre retraite, c'est un soulagement. J'ai la chance d'avoir une bonne santé et la foi. C'est une grande richesse. »

s pour un schéma

→ ❸ – Des logements adaptés et diversifiés

- ***Action n° 14 : équilibrer l'offre en logements alternatifs*** *(MARPA et PUV), en investissant en milieu périurbain, et* ***poursuivre les expérimentations*** *(projet HAISSOR).*
- ***Action n° 15 : prendre en compte la question du vieillissement dans les politiques de l'aménagement du territoire et du logement*** *(sensibilisation des élus locaux, diagnostic préalable à la décision de construction).*
- ***Action n° 16 : poursuivre l'adaptation des logements à la dépendance*** *et décider de l'opportunité de réhabiliter des foyers-logements (ANAH).*

→ ❹ – Bien vivre en maison de retraite

- ***Action n° 17 : améliorer la qualité de l'accueil*** *de la personne âgée* ***et développer la coordination entre acteurs*** *(évaluations externes).*
- ***Action n° 18 : garantir le bien-être et la sécurité de tous les publics au sein des structures*** *(accueil des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer).*
- ***Action n° 19 : décloisonner les champs de l'accompagnement du vieillissement et du handicap*** *(solutions d'hébergement et des projets spécifiques).*

LES SIGLES DU DOSSIER DE A À Z

ANAH : Agence nationale de l'habitat. • APA : Allocation personnalisée d'autonomie. • ARS : Agence régionale de santé. • CLIC : Centre local d'information et de coordination gérontologique. • CARSAT : Caisse régionale de retraite et santé au travail. •CODERPA : Comité départemental des retraités et personnes âgées. • CPOM : Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. • DGAS : Direction générale adjointe de la solidarité. • EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. •HAISSOR : Habitat intégré solidaire regroupé. • MARPA : Maison d'accueil rurale pour personnes âgées. • MAIA : Maison pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer. • MDS : Maison départementale de la solidarité. • MSA : Mutualité sociale agricole. • PASA : Pôle d'activités et de soins adaptés. • PUV : Petite unité de vie. • RSI : Régime social des indépendants. • SAAD : Services d'aide et d'accompagnement à domicile. • SSIAD : Services de soins infirmiers à domicile. • UCC : Unité cognitivo-comportementale. • UHR : Unité d'hébergement renforcée.

* Le schéma va être mis en ligne sur le site du Conseil général et sera accessible dans sa version intégrale et dans une version synthétique.

Émile et Renée Rigollet, 94 et 90 ans, agriculteurs à la retraite, à Confrançon. « La maison de retraite ? C'est bien trop cher. » Pour l'instant, ils comptent sur l'aide ménagère de l'ADMR et sur leurs enfants.

PREMIER SCHÉMA 2006-2010

Objectif atteint

Le précédent schéma avait mis le paquet sur l'hébergement des personnes âgées. Depuis 2005, 293 lits médicalisés ont été créés en EHPAD. Dans le même temps, ils gagnaient 764 lits par reconversion d'unités de soins de longue durée (massivement réduites, elles ne comptent plus que 245 lits). Au final, l'Ain dispose de 6 145 lits pour personnes âgées dépendantes (EHPAD et USLD). Il conserve ainsi, après l'Ardèche, le titre de département le mieux doté en places d'hébergement de Rhône-Alpes, largement au-dessus de la moyenne nationale (voir ci-contre). Bémol cependant : l'Ain laisse apparaître des disparités selon les territoires (les EHPAD étant par exemple concentrés dans la zone urbaine de Bourg-en-Bresse), alors qu'en Bresse et dans le Bugey vivent beaucoup de personnes âgées. L'amélioration des conditions d'accueil a également progressé, même s'il faut encore fortement investir dans les réhabilitations. Dans le même temps, le Conseil général a décidé de suivre la MSA Ain-Rhône dans le développement de petites structures d'accueil, intermédiaires entre le domicile et l'hébergement classique en établissement : l'Ain compte désormais 273 places en MARPA (bientôt 24 de plus à Champfromier) et 95 en PUV. Depuis 2006, il aide également les habitants à adapter leur logement à la dépendance ; il a développé les CLIC et travaillé avec les services d'aide à domicile un nouveau modèle de coopération et de financement (avec la mise en place des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens).*

** Maisons d'accueil rurales pour personnes âgées et Petites unités de vie.*

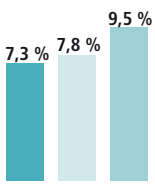
Financement

APA à domicile 5,5 M€ (prévisions 2013)

APA en établissement 15 M€

– Dépenses d'investissement prévues pour les EHPAD : 3 à 3,5 M€.
– Financement des associations d'aide à domicile (dans le cadre du CPOM) : 16,2 M€ par an.
– Dépenses orientées vers les personnes âgées dans le budget 2013 du Conseil général : 40,4 M€.

Part des 75 ans et plus dans l'Ain



L'Ain devrait compter 66 000 personnes âgées de plus de 75 ans en 2025, soit 50 % de plus qu'en 2008 (une augmentation d'environ 23 300 personnes).

Repères

- 1,2 places en accueil de jour pour 1 000 habitants de 75 ans et plus = taux le plus bas (avec l'Ardèche) de l'étude*
- 0,8 places d'hébergement temporaire = taux le plus bas (sauf l'Ardèche : 0,2)
- 140,5 lits médicalisés en EHPAD = taux le plus élevé après l'Ardèche (178,6) et très supérieur à la moyenne nationale (104,3 °/°°)
- 501 places autorisées en EHPAD pour les malades d'Alzheimer = un taux de 12,2 places

* L'étude a porté sur les 8 départements de Rhône-Alpes + 3 départements de référence : Saône-et-Loire, Eure, Vaucluse.

NOUVEAUTÉS

L'APA en HAD

Depuis juillet 2012, il est possible de continuer à percevoir l'Allocation personnalisée d'autonomie pendant le temps d'une hospitalisation à domicile. C'est une expérimentation, limitée aux patients du service de l'hôpital de Bourg-Fleyriat. La position du Conseil général de l'Ain est en effet de suspendre le versement de l'APA lorsque la personne est prise en charge par un établissement hospitalier, y compris à domicile.

Expérimentation Haissor

Ce projet est suivi avec l'Adapa. Deux jurys se réunissent en avril et juillet pour retenir les candidats (nombreux) à cette expérimentation. Le principe de l'Habitat intégré solidaire regroupé (Haissor) est de retrouper quelques logements adaptés au grand âge avec, notamment, une mutualisation des heures d'aide à domicile.

INTERVIEW

« Ce schéma sera évolutif »

Jacques Rabut,
vice-président du Conseil général de l'Ain, chargé de la cohésion sociale, du handicap et de la dépendance

PAS DE GRANDE SURPRISE SUR LE FOND MAIS UN CHANGEMENT DANS LA MÉTHODE : LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA 2013-2018 SERA ÉVALUÉE TOUS LES ANS. QUANT AU FINANCEMENT, LES MONTANTS RESTENT VAGUES.

Odette Bourguignon, 84 ans. Ancienne comptable, elle a quitté Lyon pour profiter de sa retraite dans son village natal de Grand-Corent. Mais la maladie d'Alzheimer l'a obligée à aller dans un Ehpad.

Jugez-vous le bilan du précédent schéma satisfaisant?
Il a bien rempli son objectif, qui était d'améliorer l'hébergement des personnes âgées. Ce qui amène cependant au paradoxe d'un gel des créations de places dans l'Ain par l'ARS pour le prochain schéma. Cela dit, il reste encore à faire en matière d'humanisation des établissements.

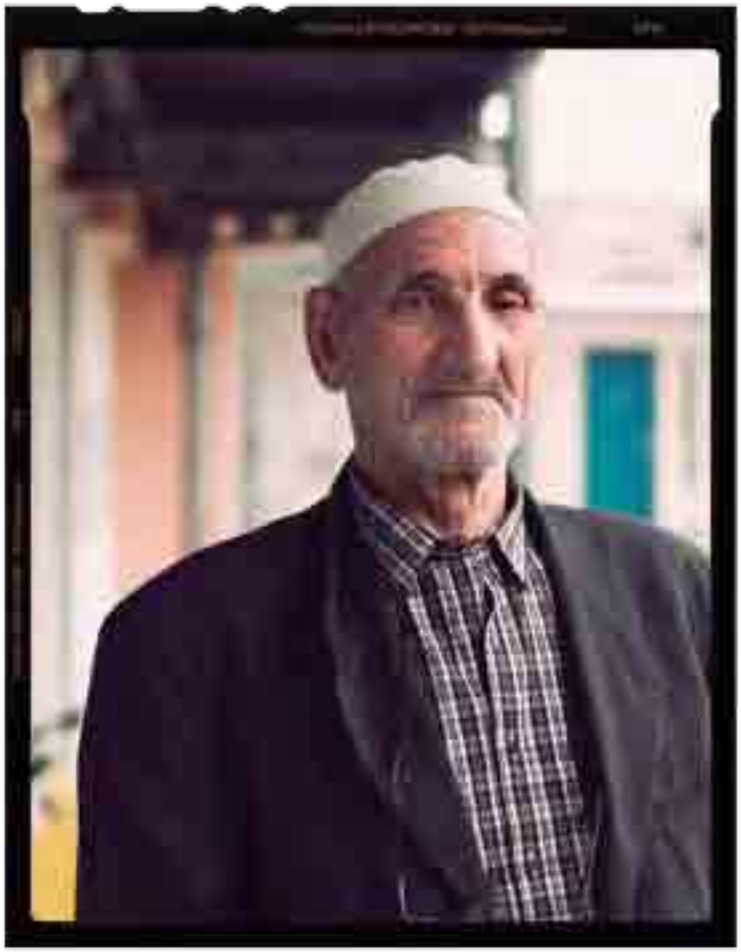
Un schéma a un côté rigide et figé. Tiendrez-vous compte des évolutions et de la capacité d'initiative et d'innovation des acteurs ?
J'ai souhaité qu'il y ait désormais une évaluation annuelle du schéma et que l'information soit donnée aux élus et aux acteurs locaux. Chacune des 19 fiches-actions comporte un niveau de priorité et une grille d'évaluation. Nous ferons le point chaque année. Le schéma doit être évolutif. Globalement, sa colonne vertébrale est le maintien à domicile. Cela correspond à une attente de la population et à un intérêt bien compris des finances publiques.

Son chiffrage n'a pas dû être simple ?
Le schéma n'est pas chiffré. Il met l'accent sur le qualitatif autant que sur le quantitatif. Nous devons par exemple mettre l'accent sur la qualification des personnels dans l'aide à domicile et sur la prévention de la perte d'autonomie ; les actions en ce sens sont plus difficilement chiffrables. À l'inverse, le projet Haissor représente un investissement clair de 180 000 € par an pour les trois structures expérimentales qui démarrent. Le surcoût est raisonnable pour le Conseil général car les bailleurs sociaux et les collectivités sont partenaires.

N'y a-t-il pas un malentendu sur le besoin de places?
Les personnes concernées mettent en avant un ressenti de déficit de prise en charge. Nous devons l'organiser par l'hébergement classique bien sûr mais aussi par des offres d'hébergement temporaire et par l'aide aux aidants. Tout n'est pas écrit, les évolutions doivent se mettre en musique, en partenariat avec les structures.

Le Conseil général va organiser une journée spécifique sur l'accompagnement des malades d'Alzheimer en juin. La prise en charge est-elle à revoir ?
Les familles ont une attente forte. On essaye d'avancer dans la réflexion et dans l'action. Les PASA sont une des pistes : plusieurs de ces « pôles d'activités et de soins adaptés » prévus dans le Plan Alzheimer ont ouvert dans les établissements. En matière d'accueil de jour, on avance également mais l'ARS exige 6 places minimum en Ehpad (10 si la structure est autonome). Or des établissements souhaiteraient ne réserver que 3 ou 4 places, pour des raisons de risque financier. On peut envisager aussi des unités centrales avec des équipes mobiles, particulièrement en territoire rural.

Ce domaine est particulièrement riche en innovations?
Oui, probablement parce que nous en sommes encore au début de la prise en compte de la dépendance des personnes âgées. Mais on ne peut pas s'engager sans se préoccuper des financements. On attend impatiemment les décisions gouvernementales, promises d'ici la fin de l'année. Pour l'APA, la part à la charge des Départements est passée à 67 % environ. Au départ, c'était 50/50 avec l'État : si on revient plus près de cet équilibre, cela dégagerait un peu de marge financière. ●



Mehdi Ouassef, 86 ans, ancien ouvrier du bâtiment, originaire du Maroc, actuellement en foyer d'hébergement à Oyonnax. Commence à avoir une perte d'autonomie liée à une mémoire chancelante et à sa surdité. Un retour définitif au Maroc s'impose pour trouver quelqu'un pour s'occuper de lui.

RÉACTIONS

ILS ONT PARTICIPÉ AU TRAVAIL D'ÉLABORATION DU SCHÉMA, ONT ÉTÉ CONSULTÉS SUR LA VERSION SOUMISE AU VOTE DES ÉLUS DÉPARTEMENTAUX. LA MISE EN ŒUVRE, CE SERA LEUR QUOTIDIEN. VOICI LEURS COMMENTAIRES ET RÉACTIONS.

« Un outil de travail **concret** »

→ *« Par rapport au précédent, qui n'a pas répondu aux attentes, le nouveau schéma est bien mieux préparé, plus mature, plus lisible. C'est un vrai outil de travail, plus clair, plus concret. La synthèse en 19 fiches permettra de suivre l'évolution sur les cinq ans à venir.*
Sur la partie habitat, le Conseil général a la volonté d'avancer, de trouver des solutions innovantes. Si on suit les ratios de l'ARS, l'Ain est surdoté en nombre de places d'établissement. Mais il y a des demandes ! Il faut arrêter de faire des ratios et être à l'écoute des besoins du vieillissement de la population, par territoires. Il manque un établissement de 80/90 lits dans la couronne de Bourg.
Les établissements ont peut-être aussi un rôle à jouer dans le maintien à domicile, la réflexion n'est pas assez partagée sur ce point. » ●

Dominique Gelmini, directeur de l'EHPAD Saint-Joseph à Jasseron, membre de la FNAQPA (Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées)

« Valoriser l'existant et **le rendre efficient** »

→ *« Comme beaucoup de partenaires, nous avons participé au diagnostic et aux groupes de travail ; on se retrouve bien dans les fiches actions, qui balayent beaucoup d'axes. Le schéma est réaliste, il tend à valoriser l'existant et le rendre efficient. Mais comment imaginer les besoins et les demandes de demain ?*
La difficulté, dans notre pays, est que nous ne sommes pas dans la culture de la prévention. Elle passe par s'informer, les CLIC ne sont pas assez connus. Le schéma met l'accent sur la volonté de communiquer, rendre plus lisibles les dispositifs de prise en charge des personnes âgées. Sur l'accompagnement des aidants, il a le souci de développer les groupes de parole ; c'est important car, aujourd'hui, l'offre n'est pas homogène sur l'Ain. » ●

Bénédicte Carré, coordinatrice de l'ADAG-BB (Association d'action gérontologique du bassin burgien)

« Haissor doit être d'abord **un projet de territoire** »

→ *« Le schéma est très global, l'analyse est bien faite, il interroge bien les difficultés que nous rencontrons vis-à-vis des publics. Sa réussite est liée à la volonté d'engagement des partenaires, aux moyens donnés et aux politiques choisies par l'État, avec par exemple la question de l'évolution de l'APA.*
Le projet Haissor doit être d'abord un projet de territoire et, avant d'être un projet architectural, un projet médico-social, élaboré avec une association d'aide à domicile.
Le CPOM est une réelle avancée positive : il nous permet d'avoir une visibilité à moyen terme sur les engagements du Conseil général et d'être vraiment reconnu comme service médico-social, d'intérêt général. C'est un changement de fonctionnement, qui demande de travailler tous ensemble et qui doit s'accompagner de modifications administratives qui vont se faire petit à petit. » ●

Martine Verne, directrice de l'ADAPA (Association départementale d'aide à la personne de l'Ain)

« Des réserves liées **aux financements** »

→ *« Le schéma est plus affiné que le précédent. Trois points sont très importants : les fiches-actions qui donnent vraiment des feuilles de route, le fait d'avoir défini quatre axes de priorités, qui prouve la volonté de faire avancer les choses, et celui d'avoir un échéancier de réalisation par année.*
Le gros hic, c'est de savoir si les financements seront en face. Le Coderpa a voté pour le schéma, avec sur certaines mesures des réserves liées aux financements.
Nos quatre commissions se sont déjà emparées des fiches-actions pour apporter une réflexion, des idées, dans la limite de nos possibilités puisque nous n'avons qu'un avis consultatif. » ●

Gérard Goulette, secrétaire général du Coderpa de l'Ain

« Nous avons été **entendus** »

→ *« L'état des lieux s'est avéré un lieu de parole libre, où nous avons pu poser nos difficultés en tant que directeurs d'Ehpad. Je crois que nous avons été entendus sur l'accompagnement de nos personnels. Car nous avons besoin de mutualiser des postes entre établissements et nos compétences au profit de la personne âgée et de son parcours de prise en charge mieux coordonné. D'autant que nous sommes soumis à des évaluations internes et externes. Autre constat : 80 % des demandes d'admission concernent des personnes présentant des troubles de la maladie d'Alzheimer ou apparentés. Á ce titre, notre Ehpad est en train de créer son PASA pour 2014. La formation d'assistante de soins en gérontologie pourrait s'étendre à toutes les aides-soignantes. Mais il manque des solutions d'accueil intermédiaires pour répondre à l'urgence et aux besoins des familles. Gérer une liste d'attente commune optimiserait le travail des cadres de santé. »* ●

Florence Pichat, directrice de l'Ehpad de Villars-les-Dombes

« Avoir des **solutions concrètes** »

→ *« Pour l'élaboration du schéma, nous regrettons de n'avoir pas pu être plus présents. Nous en partageons le diagnostic, mais à la lecture de la note de synthèse, nous aimerions avoir des solutions concrètes. Concernant le CPOM, comment dépasser la logique d'heures ? Les plans d'aide aux personnes âgées sont établis en nombre d'heures et nous n'avons pas de compensation des dépassements. Pour les solutions de répit des aidants, ce n'est pas qu'une question d'offre. L'accueil de jour à Saint-Trivier-de-Courtes peine à se remplir. Quelle est la cohérence sur le plan territorial et comment amener les publics vers ces structures ? Pour l'action n°1 du schéma, on reconnaît la montée en charge globale de l'APA, mais pas pour notre association (8 % en 2012). Nous sollicitons un copilotage avec les MDS. Enfin, pour l'action n°18, nous pourrions réfléchir avec les Ehpad à la mise en place d'une solution d'accueil temporaire avec des phases de retour au domicile. »* ●

Geneviève Guisti, directrice de la Fédération ADMR de l'Ain

Gisèle Gasnier, 91 ans, secrétaire de direction à la retraite, en Petite unité de vie à Saint-Denis-lès-Bourg. Femme très active qui a pris sa retraite à 68 ans par choix, elle a des difficultés à rester sans rien faire. C'est une chute qui lui a fait prendre sa décision de quitter son T3. « J'ai eu peur qu'il m'arrive quelque chose de grave, étant seule. »

« Nos CLIC n'existeront plus **sous cette forme** »

→ *« Lors du diagnostic, les nombreux entretiens ont donné une bonne cartographie de la situation des personnes âgées et de l'évolution de leurs besoins. Pour les CLIC, le schéma met en avant le fait d'être bien identifié ; on ne se doutait pas que la Carsat allait se retirer en 2014. On aurait pu voir pourtant que l'Ain était le dernier département en Rhône-Alpes structuré de cette façon… L'air du temps va aux maisons de l'autonomie dans lesquelles le Conseil général fusionne ses politiques en faveur des personnes âgées et des personnes porteuses de handicap, comme en Isère. Mais répondront-elles au manque de lisibilité actuel des structures d'accueil, d'information ou de répit ? En tout cas, nos CLIC n'existeront plus sous leur forme actuelle.*
C'est aussi la première fois que je vois dans un département des services à domicile autant gérés par des associations et si peu par des structures privées. Quant aux Ehpad, ils sont en difficulté avec le recrutement en personnel soignant. » ●

Pierre Bachowicz, coordinateur du CLIC du Pays du Bugey

Michel Martin, 80 ans, ancien chef de travaux dans l'aéronautique. Vit avec sa femme, à Ambérieu-en-Bugey. Sa passion pour l'ébénisterie le tient très actif et en bonne forme. « Quand je vois mon entourage, je me sens privilégié. » Pour l'heure, pas question de maison de retraite.

« Développer des places en SSIAD **dans les secteurs isolés** »

→ *« J'ai été surprise de voir que 50 % des personnes concernées par l'APA ont répondu au questionnaire. C'est une participation citoyenne à la problématique du grand âge. Dans le groupe de travail, j'ai le sentiment de n'avoir pas pu tout dire car nous étions très nombreux. Globalement, les besoins sont pris en compte, mais dans les secteurs isolés ? L'action n°5 met l'accent sur les structures de répit. Elles permettent d'aller plus loin dans le maintien à domicile et les aidants peuvent prendre du recul. Une nouveauté se confirme : le logement adapté. Depuis l'ancien schéma, je constate aussi une prise de conscience des problèmes que la dépendance peut amener. Les personnes de plus de 60 ans sont mieux informées, mais la compréhension des différents dispositifs reste difficile. En conclusion, il faut développer des places en SSIAD dans les secteurs isolés. C'est important d'aller vers les personnes âgées qui n'ont pas facilement accès aux soins ou à l'aide ménagère. »* ●

Dominique Tissot, infirmière coordinatrice, SSIAD Lagnieu-Lhuis.

« Des constats, **mais quels moyens ?** »

→ *« Dans l'ensemble, c'est un bon schéma qui prend bien la mesure des enjeux. Le diagnostic est assez proche de la réalité quant aux constats, mais quant aux moyens ? Jusqu'en 2012, notre Département s'est beaucoup impliqué pour les personnes âgées. Pour 2013, c'est un peu le statu quo sur le plan financier, pour 2014 la grosse interrogation. La mise en place des CPOM en 2012 assure une enveloppe globale pour l'APA, mais elle bride le développement des associations. En matière de répartition des services et d'établissements, c'est sur Bourg que les personnes âgées sont les mieux servies. Or, selon l'ARS qui gère les lits désormais, l'Ain est bien doté. C'est faux.*
Sur les aidants familiaux, je rappelle qu'ils sont les piliers de l'aide à domicile. Ils ont vraiment besoin de souffler, sur le plan psychologique aussi. Quelles solutions de répit trouver ? Enfin, dans le schéma, on parle beaucoup de professionnalisation. Il ne faut pas oublier la simplicité des actes… » ●

Michelle Pilon, administratrice de l'UDAF de l'Ain.

Denise Convert, 76 ans, ancienne institutrice, mère de quatre enfants et grand-mère de huit petits-enfants. Vit avec son mari à Bourg-en-Bresse. « La dépendance ? Plus on vieillit, moins on aime y penser. Cela fait peur. Surtout la maladie d'Alzheimer. » Très active, elle assure des animations autour du jeu dans les écoles.

CRÉATIONS ARTISTIQUES

Au 7 bis Chemin de Traverse

© Yannis Boyer

→ Les Percussions de Treffort.

→ Du 12/19 avril, les « 7 bis, Chemin de Traverse » proposés par Résonance Contemporaine, à Bourg-en-Bresse, invitent à découvrir des créations artistiques, unissant les lieux culturels et les lieux d'accueil et d'accompagnement de personnes handicapées ou en difficulté. Au programme entre autres : la 3e exposition Arts Bis (avec atelier scolaire, temps musical et artothèque gratuite) à H2M, des concerts associant les Percussions de Treffort, l'Ensemble de Six Voix Solistes et des artistes invités, des spectacles multidisciplinaires, des cartes postales sonores… ●

Tél. 04 74 45 23 04
www. resonancecontemporaine.org

DIABÈTE

Création **d'un service personnalisé**

→ L'Assurance maladie propose aux 14 0000 personnes diabétiques de l'Ain un service personnalisé baptisé Sophia pour les aider à mieux vivre au quotidien avec cette maladie chronique. Il repose sur un accompagnement téléphonique des malades par des infirmiers conseillers en santé au 0811 709 709. L'inscription est gratuite et sans incidence sur la prise en charge des soins. Le service est sans engagement. Sophia propose également de nombreux supports d'information et un site Internet dédié. Des expositions seront placées dans les accueils des agences :

* Bourg-en-Bresse et Oyonnax : juin-novembre 2013
* Bellegarde et Ambérieu-en-Bugey : mars-juillet-décembre 2013
* Jassans-Riottier et Saint-Maurice-de-Beynost : avril-septembre-janvier 2014
* Belley et Hauteville-Lompnes : mai-octobre-février 2014. ●

www.sophia-infoservice.fr

ADDICTIONS

Un blog **pour en débattre**

→ Infirmier en psychiatrie depuis 30 ans, habitant Pizay, Jean-François Hauteville a ouvert un blog centré sur les addictions sur le site Internet du groupe France Télévision à son invitation. *« Je vous propose de créer un espace de débat ouvert à la contradiction, d'essayer de rendre les problématiques addictives compréhensibles pour tous, et de vous apporter un éclairage parfois décalé sur les sujets d'actualité »*, précise l'auteur sur son blog. *« La finalité ? En finir avec les idées reçues, savoir pour comprendre, comprendre pour en parler. »* Le blog est destiné au grand public et aux professionnels. ●

http://blog.francetvinfo.fr/addict

CONCERTATION

Lutte contre les déserts médicaux

→ Le 15 février, l'Agence régionale de santé (ARS) a organisé une réunion de concertation à Bourg-en-Bresse pour engager en Rhône-Alpes le Pacte Territoire Santé, composé de douze engagements. La réunion visait à faire ressortir des propositions concrètes à transmettre à Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé en avril. Cette concertation devait aussi permettre d'évaluer l'ensemble des actions engagées dans la région, au moyen du projet régional de santé Rhône-Alpes et des actions menées par l'État et les collectivités territoriales, au regard de ces douze engagements. ●

SPORT ADAPTÉ

Un nouveau parrain **pour le CDSA**

→ *Le Comité départemental du sport adapté (CDSA) 01 a tenu son assemblée générale le 14 mars, en présence de ses partenaires : la DDCS, le Conseil Général, le Comité départemental olympique et sportif (CDOS) et la ville de Bourg-en-Bresse. L'occasion pour son président, Jean-Louis Lafleur, dont le mandat à été renouvelé pour quatre ans, d'aborder les projets à venir. Un deuxième conseiller technique est notamment attendu pour développer les pratiques sportives avec les enfants et adultes présentant une déficience intellectuelle, des troubles cognitifs, des troubles psychiques stabilisés ou des troubles du comportement. Autre fait marquant : pour la première fois, le CDSA 01 est parrainé par le Football Club Bourg-Péronnas (FCBP).* ●

www.sportadapte01.com

SEMAINE DE LA SANTÉ MENTALE

No **et nous…**

→ *Autour de la Coordination du handicap psychique de l'Ain, une dizaine de partenaires (CPA, Espace des usagers du CPA, Unafam, Vivre en ville, ATMP, APAJH, Orsac…) ont proposé un dense programme d'animations pour la 24e Semaine d'information sur la santé mentale, avec des portes ouvertes dans de nombreuses structures (centres médico-psychologiques, hôpitaux de jour, ateliers thérapeutiques, services d'accompagnement, groupes d'entraide mutuelle…).*
Deux projections de films ont notamment marqué la Semaine, faisant salle comble : le documentaire "Les voix de ma sœur", en présence de la réalisatrice Cécile Philippin, et le film "No et moi", de Zabou Breitman, suivi d'échanges avec des professionnels sur la santé mentale et les liens avec la précarité. ●

RÉNOVATION URBAINE

Entrez, vous êtes chez vous

PENDANT LA DURÉE DU CHANTIER DE RÉNOVATION URBAINE DE LA FORGE, À OYONNAX, UN LIEU ACCUEILLE LES HABITANTS : « LA VITRINE DU CHANTIER » RÉPOND AUX QUESTIONS ET FAIT LE LIEN AVEC LES INSTITUTIONS. DANS LE GRAND CHAMBARDEMENT DU CHANTIER, IL ACCOMPAGNE LE PASSAGE ENTRE « LA ZUP » QUI S'EFFACE ET LA FORGE QUI SE RECONSTRUIT.

Au pied de l'immeuble 13, sur les hauteurs de la Forge, Marie-Thé promène son chien. De jour en jour, elle suit l'avancée des travaux, adaptant son itinéraire au déplacement des barrières de chantier. La tour n°13, où elle logeait, va être démolie au printemps. *« Ça va faire drôle tout de même. J'habite à la Forge depuis quarante ans et je suis née dans une des maisons en bas. J'emmenais paître les chèvres de ma grand-mère ici, avant qu'ils construisent les immeubles. »* Depuis bientôt trois ans, Marie-Thé s'accommode de bon gré du chantier, de son animation bruyante qui semble encore étonner les 2 300 habitants du quartier, peu accoutumés à autant d'empressement. Nathalie et Stéphane, qui se sont arrêtés pour discuter, sont bien d'accord : *« Ça va faire un quartier tout neuf, vraiment joli »*, se réjouit la jeune femme. *« Déjà, le centre social fait beaucoup plus propre. »* Le bâtiment, au pied de la butte qui partage le haut et le bas du quartier, a été rénové et recouvert d'un bardage brun clair. On en parle même en termes flatteurs en ville, quasiment une première pour le quartier !

Juste à côté, accroché à la pente, un nouveau bâtiment sort de terre. C'est la future maison des services, élément clé de la rénovation urbaine de la Forge et objet pour le moment de certaines interrogations des habitants. En particulier la grande « salle de convivialité » à l'étage, ouverte sur une vaste terrasse. *« On pourra faire des mariages ? »* questionne Karim avant de froncer les sourcils : *« Faudrait pas que ça soit pour tout Oyonnax. »* La Forge, quartier mal vu que les gens de la ville appellent « la ZUP », ne pardonnera pas d'un coup aux Oyonnaxiens la relégation qui l'accable.

Réponse à tout

La discussion a lieu à la Forge « d'en bas », dans le local lumineux de la Vitrine du chantier, au cœur remuant du quartier. Il fait doux et la porte est ouverte. Une légère odeur de pain arrive de la boulangerie Le fournil de Kmiha qui fait face au local, quand des arômes de café font le chemin inverse. Karim attend sa réponse et il sait que Nadia Bouguettaya n'est pas femme à se défiler. La salle, dit-elle, sera *« pour les habitants »*, puisque c'est eux qui l'ont voulue pour leurs réunions de famille, mais elle accueillera au maximum 80 personnes, question de sécurité et de tranquillité pour les voisins. Nadia est agent de développement politique de la ville, chargée de ce lieu atypique baptisé « la Vitrine du chantier », dédié à l'information et à la concertation sur le programme de rénovation du quartier. Un lieu officiel (installé d'ailleurs dans un local de la mairie), au fonctionnement souple et léger, ouvert aux habitants. Les relations y sont simples et respectueuses. *« On est chez nous, ils sont chez eux »*, résume Nadia Bouguettaya.

Hani et un autre jeune homme du quartier l'ont remis à neuf avant son ouverture. Il y vient régulièrement, comme son frère Anouar. Quand arrive Stéphanie Pirat, déléguée départementale du Préfet aux quartiers, pour sa permanence hebdomadaire, ils se saluent comme deux connaissances. *« On l'aurait jamais connue sans la Vitrine du chantier,* constate Hani. *De se rencontrer ici, ça met les gens en confiance, il y a des préjugés qui tombent. »* La confrontation n'est pas forcément confortable pour la déléguée du Préfet, mais elle sait y trouver *« le ressenti des habitants, qui est parfois en décalage avec les comptes-rendus officiels »*.

Plutôt rester

Il est 16 h. Après le passage virevoltant d'une grappe de demoiselles venues déposer des dessins pour Nadia, c'est au tour de l'adjointe au maire Maryse Hugon d'entrer à la Vitrine. *« Ici, c'est un chantier mais c'est aussi un projet social. Il fallait que les habitants soient associés, qu'ils puissent dire ce qu'ils veulent*

→ Les city-stades ont été rénovés. Progressivement, la transformation du quartier devient concrète.

→ A la Vitrine du chantier, de grands panneaux tiennent informés de l'avancée de la rénovation urbaine.

pour leur quartier, ce qui va ou ne va pas. Ce lieu, c'est l'assurance qu'il y aura toujours quelqu'un pour les écouter et prendre en compte leur demande. » D'autant que quatre ou cinq ans de chantier, c'est long. « *On gère aussi l'attente* », concède l'élue.

La Forge était devenue un petit ghetto, les services étaient partis, le bureau de tabac et la Coop (l'épicerie) aussi. En 2006, Dynacité avait un premier projet de rénovation. Mais il fallait un projet à la mesure des problèmes du quartier : un isolement croissant, beaucoup de familles en difficulté, un chômage

> « *On gère aussi l'attente* »

élevé, des bâtiments vieillissants ou dégradés et une très mauvaise image. Sans oublier la quasi-partition de la Forge entre le quartier d'en haut et celui d'en bas, à peine reliés par un escalier dans la pente. « *On a fait vite pour présenter un dossier à l'État et bénéficier des restes de crédits de l'ANRU.* » Le projet, signé fin 2009, vise un peu tout ça, l'habitat, le désenclavement, la vie sociale…

La majorité des locataires des 145 logements condamnés à la démolition ont pourtant préféré rester sur le quartier. Ça n'étonne pas Nabile Ketaa, médiateur social. « *Je travaille et j'habite ici. C'est un quartier agréable, avec beaucoup de relations de voisinage et des solidarités fortes.* » Il confirme que les relogements ont été compliqués, vécus par de nombreuses familles comme un second arrachement après celui de l'émigration. Anouar, ses parents et ses frères, ont déménagé du 38 au 26 de la rue Saint-Exupéry. La tour qu'ils ont quittée est aujourd'hui murée, figée dans l'attente du désamiantage. « *Au début, on voulait que rien ne bouge. On connaît le quartier comme ça depuis notre tendre enfance. Dans vingt ans, je suis même sûr que certains vivront encore ici ! Alors, le projet de rénovation urbaine, on l'a plutôt subi. Aujourd'hui, on est pressés que ça avance.* »

Demain la Forge

Dynacité a commencé le programme de rénovation il y a deux mois avec les 35 logements des bâtiments 20 et 22. Les problèmes de condensation et d'isolation y étaient particulièrement aigus. Bientôt, les premiers immeubles ressembleront aux belles images d'architecte qui ornent les murs de la Vitrine du chantier. Encore deux ans pour tout finir, les appartements, la maison des services, les démolitions, le chemin des écoliers, les aires de jeux… Deux ans encore d'un accueil sans manières et d'une organisation sans faille pour la Vitrine, entre la boulangerie et la pharmacie, au cœur de la Forge. ● **A.B.**

→ L'adjointe au maire Maryse Hugon et des habitantes de la Forge.

HABITAT PARTICIPATIF

Le goût des autres

CLAIREMENT ANTI-INDIVIDUALISTE, L'HABITAT PARTICIPATIF SE DÉMOCRATISE EN EUROPE, SOUS DE MULTIPLES FORMES ET USAGES.

→ Le quartier Mühlenviertel à Tübingen (Allemagne) est né sur des friches industrielles. La ville a été pionnière en matière d'habitat participatif et d'urbanisme durable.

La tendance, en plein essor en Europe, compte son lot d'utopistes comme de pragmatiques. Dans les années 1970, les pionniers danois et suédois aspiraient à une vie communautaire où l'éducation des enfants autant que les tâches quotidiennes seraient partagées. Les motivations des nouvelles générations de « co-habitants » sont plus diverses et surtout plus vertes. Matériaux naturels, énergies alternatives, faibles consommations énergétiques caractérisent désormais la quasi-totalité des projets. Vitrine exemplaire de ce modèle : le quartier Vauban à Fribourg, en Allemagne. Maisons passives, toits végétalisés et solaires, voitures reléguées en périphérie et verdure omniprésente : ce quartier urbain a été pensé et conçu par ses futurs habitants ; réunis en collectifs, ils font construire leur immeuble sans passer par un promoteur. Si l'objectif de « vivre ensemble autrement » (un slogan qui pourrait fédérer tous les projets d'habitat participatif ou groupé) est atteint, le quartier ne reflète pas la mixité sociale souhaitée à l'origine. Des locataires à faibles ressources et des étudiants ont néanmoins pu emménager dans des logements sociaux autogérés, moyennant des heures de travail au service du collectif.

> *« Le co-habitat intéresse une génération post-matérialiste. »*

Solidarité et sécurité

Quelles que soient l'ampleur et la forme de ces projets, leurs promoteurs partagent la recherche de coûts réduits (en matière de construction, d'énergie, de gestion…) et l'aspiration à une convivialité retrouvée. La plupart associent des espaces individuels (maisons ou appartements) et des parties communes. Depuis une quinzaine d'années, des habitat groupés ont été conçus spécifiquement pour des personnes vieillissantes. Au Danemark, il existe déjà près de 400 collectifs de ce type. Entre 15 et 20 % des Danois âgés aimeraient emménager dans ces co-habitats (ou dans ceux affichant un projet intergénérationnel), qui pour le moment n'hébergent que 1 % des plus de 50 ans. *« Ici, la moitié des résidents sont actifs dans un club ou une association. Et les rideaux ne pourraient pas rester tirés pendant trois jours sans que quelqu'un vienne voir si tout va bien. »*

La France commence à en prendre de la graine. Le CAUE de l'Ain a d'ailleurs emmené en novembre dernier une trentaine d'élus et de professionnels au cœur des réalisations « historiques » de Strasbourg et de Tübingen (Allemagne). Ici même, les opérations d'habitat participatif ou groupé émergent, comme le projet d'écoquartier de la Viole à Saint-Denis-lès-Bourg. Elles nécessitent quelques remises en cause dans nos modes de vie et exigent plus qu'une concertation de façade lors de la conception de l'opération.

Des sociologues ont estimé que ce mode d'habitat correspondait à une génération « post-matérialiste ». Il se développe en tout cas en réponse aux difficultés d'accès au logement, aux défis environnementaux et à un besoin de solidarité. ● **A.B.**

FENÊTRE SUR…

→ ***Le hameau de Fri & Fro (« libres et joyeux ») au Danemark****, est une collection de petites maisons biscornues et originales construites par les habitants. Réunis en association, ils possèdent en commun terrain, voirie, système électrique, maison commune…*

→ ***L'association Habicoop en France*** *promeut les projets de coopératives d'habitants dans un esprit de mixité sociale, de responsabilité partagée, de moindre coût du logement et de critères environnementaux de construction.* ●

La propriété comme vous l'imaginez

La location-accession avec Bourg Habitat, un principe simple et sûr.

BBC

» En commercialisation :

À Étrez

« Le Clos des Cerisiers »

À vendre, pavillons T4 de 84 m² avec garage, terrain clos et aménagé de 220 à 260 m².

à partir de **175 000 €**

BBC

» En commercialisation :

À Curtafond

« Le Clos des Érables »

À vendre, pavillons T4 de plain-pied de 89 m², avec garage et espace privatif de 264 m².

à partir de **178 000 €**

* Label Bâtiment Basse Consommation

04 74 22 98 50 / www.bourg-habitat.com / 16 av. Maginot - Bourg-en-Bresse

BOURG Habitat

Alzheimer, un autre regard

CONFÉRENCE DE NICOLE POIRIER

Directrice de Carpe diem, centre de ressources Alzheimer - Québec

Mardi 18 juin 2013

Salle polyvalente de Péronnas

Le Conseil général se mobilise pour accompagner les personnes touchées et leur famille :

- **Rencontres professionnelles en journée**
- **Conférence publique à 20 h 30**

AGIR pour la solidarité

mon Département, 100% essentiel

www.ain.fr
alzheimercarpediem.com

ADEA

Ain Québec

l'ain Conseil général

©Lupiterimages